

Jean-Marie Brohm

1936  
Jeux olympiques  
à Berlin

---

❧ *André Versaille éditeur* ❧

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION	
LES JEUX DE LA CROIX GAMMÉE . . . . .	11
INTRODUCTION: BERLIN 1936/MOSCOU 1980 . . . . .	37
Le sport et les États totalitaires. . . . .	38
Les mouvements de boycott des Jeux . . . . .	40
Berlin 1936 et l'idéologie olympique . . . . .	43
Les Jeux de 1936 dans l'histoire du sport . . . . .	45
La XI <sup>e</sup> Olympiade et le triomphe du national-socialisme . . . . .	49
L'analyse critique de l'olympisme . . . . .	51
GENÈSE D'UNE FORFAITURE . . . . .	53
La vocation olympique de l'Allemagne . . . . .	54
Les exercices physiques et l'idéologie nationaliste . . . . .	56
Le sport et la militarisation . . . . .	58
Les sympathies du CIO pour le régime nazi . . . . .	62
La question de la non-discrimination raciale . . . . .	63
Le CIO et le respect de la Charte olympique . . . . .	69
Les voyages et commissions d'enquête en Allemagne . . . . .	73

LE MOUVEMENT DE BOYCOTT DES JEUX DE BERLIN . . . . .	83
Les premières prises de position de l'AAU . . . . .	85
L'acceptation de l'invitation allemande par l'AOC. . . . .	90
Les composantes du mouvement de boycott aux États-Unis . . . . .	92
L'AAU se prononce pour la participation . . . . .	99
Le boycott au Canada . . . . .	101
La mobilisation du mouvement ouvrier international . . . . .	102
Le mouvement Committee on Fair play in Sports . . . . .	105
La Conférence internationale pour le respect de l'Idée olympique . . . . .	111
La résistance antinazie. . . . .	116
La campagne de boycott en France . . . . .	121
Les initiatives internationales contre Berlin 1936 . . . . .	132
Les actions antifascistes pendant les Jeux . . . . .	135
L'OLYMPIADE NAZIE . . . . .	139
À nouveau la question de l'antisémitisme . . . . .	139
Les Jeux d'hiver à Garmisch-Partenkirchen . . . . .	143
Les Jeux d'hiver: une répétition générale . . . . .	147
Sport et politique: le discours mensonger de la paix. . . . .	150
L'organisation nazie des Jeux . . . . .	159
Le quadrillage olympique . . . . .	165
Les initiatives de propagande olympique. . . . .	169
Le Reich et le CIO se congratulent . . . . .	173

L'ouverture des Jeux de Berlin, le 1 <sup>er</sup> août 1936 . . . . .	175
La grande kermesse nazie . . . . .	180
L'encadrement policier et culturel des Jeux . . . .	186
Après la fête, la mobilisation guerrière . . . . .	193
 BILAN D'UNE OLYMPIADE . . . . .	 195
Berlin 1936 : le retour du refoulé . . . . .	196
Les polémiques autour de l'Olympiade nazie . .	200
La fascination du modèle sportif hitlérien . . . .	205
Le rôle de l'olympisme dans la consolidation du national-socialisme . . . . .	209
L'union sacrée olympique . . . . .	213
 BERLIN 1936/MOSCOU 1980 . . . . .	 217
 ICONOGRAPHIE . . . . .	 223
 DOCUMENTS . . . . .	 227
 CHRONOLOGIE . . . . .	 231
 BIBLIOGRAPHIE . . . . .	 235
 INDEX . . . . .	 239

À mes parents résistants alsaciens

## PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION LES JEUX DE LA CROIX GAMMÉE

« *Les Jeux olympiques sont réactionnaires.* »

(Walter Benjamin, *Écrits français*,  
Paris, Gallimard, 1991, p. 175).

Les Jeux olympiques de Berlin 1936 ont constitué l'un des grands événements de l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle et ont profondément marqué l'opinion publique internationale de l'époque. Ils continuent d'ailleurs de hanter la mémoire collective parce qu'ils ont représenté une étape décisive dans l'organisation spectaculaire des compétitions sportives et, corrélativement, dans la politisation réactionnaire du mouvement olympique appelé à jouer le rôle de gouvernement mondial du sport. Encadrés par l'appareil militaro-policier de l'État nazi, ils furent conçus comme une grandiose vitrine du national-socialisme, une colossale opération de relations publiques pour l'« *Allemagne nouvelle* » décidée à exhiber sa volonté de puissance sur l'arène internationale. Ils ont, d'autre part, été le premier exemple de collaboration organique entre les hiérarques du Comité international olympique (CIO) et un régime totalitaire dont la nature criminelle, le militarisme, et l'antisémitisme avaient été maintes fois dénoncés par l'opposition allemande, mais aussi par les forces démocratiques européennes et américaines.

C'est ce *caractère double*, à la fois sportif et politique, qui a marqué cet événement emblématique. Et c'est bien ainsi que l'ont envisagé la plupart des publications qui lui ont été consacrées. Or, si ce constat n'est plus guère contesté aujourd'hui,

les interprétations qui en ont été faites sont, elles, très divergentes. Pour l'immense majorité des responsables olympiques la « *magnifique réussite* » des Jeux de Berlin n'aurait été en rien entachée par la mobilisation massive de la machinerie hitlérienne. La parfaite organisation technique, l'intensité de la compétition sportive, l'enthousiasme de la foule massée dans le stade olympique, l'excellence des résultats sportifs, le décompte des médailles obtenues par les diverses délégations et le succès final de la « *fête de la jeunesse pacifiquement rassemblée à Berlin* » représentent aux yeux des idolâtres de l'olympisme les seuls critères d'évaluation de l'événement. Les autres considérations, en particulier les violations des droits de l'homme, les persécutions antisémites, le réarmement accéléré, la mobilisation guerrière, la légitimation olympique du III<sup>e</sup> Reich, devraient être selon eux écartées parce que non conformes aux préoccupations « *exclusivement sportives* » du mouvement sportif. Comme l'écrivit par exemple Peter Wilson dans un ouvrage officiel à propos des Jeux de Berlin, « *les Jeux olympiques sont, après tout, le plus grand événement sportif sur terre et même Hitler n'a pas pu complètement détruire le charisme de ces Jeux et des magnifiques performances qui y furent accomplies* »<sup>1</sup>. C'est d'ailleurs au nom de cette fascination pour le charisme sportif que la plupart des idéologues et journalistes sportifs se sont appuyés sur les trois dispositifs rhétoriques de la fausse conscience olympique<sup>2</sup> : l'oubli, le déni et la justification. Les uns refoulent purement et simplement l'existence même des Jeux de Berlin, considérant sans doute que cet événement historique n'a rien à voir avec la légende olympique<sup>3</sup>. Les autres

<sup>1</sup> Peter Wilson, « Berlin 1936 », in *The Olympic Games*, édité par Lord Killanin et John Rodda, Londres, Macdonald and Jane's, 1979, p. 107.

<sup>2</sup> Sur le concept de fausse conscience, voir Joseph Gabel, *La Fausse Conscience. Essai sur la réification*, Paris, Les éditions de Minuit, 1962.

<sup>3</sup> Parmi la masse des ouvrages hagiographiques, on retiendra celui de Mohamed Mzali, qui fut en 1976 vice-président du CIO : *L'Olympisme aujourd'hui*, Paris, Les Éditions Jeune Afrique, 1984, préface de Gaston Meyer, et celui, tout aussi pétri de « spiritualité » et de « sacralité », de Gilbert Andrieu, *Les Jeux olympiques, un mythe moderne*, Paris, L'Harmattan, 2004, ouvrage qui insiste lourdement sur la « dimension religieuse des Jeux olympiques ».

minimisent, banalisent ou mettent même carrément entre parenthèses ce qu'ils ont convenu d'appeler la « *perversion* », la « *dénaturation* », la « *défiguration* » de l'olympisme sous le national-socialisme, en soulignant généralement qu'il était impossible de « prévoir » en 1936 ce qu'allait devenir et faire l'Allemagne nazie après les Jeux. Les derniers, enfin, affirment que l'« *Idéal olympique* » fut « *parfaitement respecté* » par les autorités du III<sup>e</sup> Reich. Geoffroy de Navacelle, par exemple, petit neveu de Pierre de Coubertin, récita une fois encore la légende officielle à un journaliste qui lui avait posé en 1984 une question sur « *l'état d'esprit* » de Coubertin après les Jeux de Berlin : « *Il avait incontestablement été séduit par la qualité de la "mise en scène" et le caractère grandiose de l'organisation, sans percevoir clairement l'exploitation de l'événement par la propagande nazie?* »<sup>4</sup> Cette manière d'éluder la responsabilité du CIO et de son inspirateur Pierre de Coubertin est en fait assez typique de l'idéologie olympique dominante<sup>5</sup> qui à la fois soutient que les JO ont été détournés de leur finalité par les nazis et prétend – comme le fit par exemple en 1983 Juan Antonio Samaranch, président du CIO – que « *le sport peut être aussi une occasion de rapprocher les peuples et d'améliorer*

<sup>4</sup> « Rencontre avec M. Geoffroy de Navacelle, petit neveu de Pierre de Coubertin », *Champion d'Afrique*, n° 31, avril 1984, p. 12. Coubertin n'a peut-être pas « perçu » l'exploitation politique des Jeux par le régime nazi, il reste cependant qu'il n'a cessé d'admirer les « réalisations » olympiques du Reich et a, à plusieurs reprises, publiquement remercié les plus hauts responsables nazis, dont Hitler, considéré par lui comme l'« *un des plus grands esprits constructeurs de ce temps* » (« Coubertin et les Jeux olympiques, une lettre de M. A. Lang », *L'Auto*, 29 août 1936). Le révisionnisme olympique oublie que la quasi-totalité des observateurs avaient parfaitement perçu l'exploitation de l'événement par la propagande nazie. Seul Coubertin aurait donc manqué de lucidité...

<sup>5</sup> Depuis quelques années, les historiens officiels du CIO ont été pourtant obligés d'infléchir leurs discours pour tenir compte des recherches historiques. Voir par exemple 1894-1994. *Un siècle du Comité international olympique. L'Idée, les Présidents, l'Œuvre*, Lausanne, Comité international olympique, volume I, 1994, où les Jeux de Berlin 1936 sont abordés avec une plus grande rigueur, puisqu'y sont cités les travaux critiques des historiens allemands et mon propre ouvrage, *Jeux olympiques à Berlin, 1936*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1983...

*la coopération et le respect que l'on doit avoir les uns envers les autres* »<sup>6</sup>.

Cette supposée scission entre le sport et la politique – le sport apolitique et la politique indifférente au sport – a été illustrée par d'innombrables publications qui toutes ont tenté de montrer que l'olympisme, au nom du respect absolu de sa « charte », ne s'est jamais compromis avec des intérêts politiques et, mieux même, qu'il a toujours combattu la « politisation » du sport. Or, c'est au nom de cet apolitisme mystificateur – qui a confiné bien souvent à l'angélisme ou à la complicité – que l'olympisme a fini par cautionner les politiques criminelles des États désireux d'organiser la « fête quadriennale du printemps humain »<sup>7</sup>. Et c'est aussi au nom de cet apolitisme que les idéologues sportifs ont accepté de propager les innombrables lieux communs sur l'éthique sportive, le fair-play, la culture sportive, l'humanisme sportif, etc. Ainsi, lors de la commémoration en 1994 du centenaire du CIO, les dignitaires olympiques rivalisèrent dans le panégyrique de l'« humanisme sportif ». Maurice Herzog, membre français du CIO, pouvait par exemple affirmer que « *les droits de l'homme constituent le fondement de l'olympisme. Le culte de l'homme est au cœur même de l'olympisme.* »<sup>8</sup>

6 « Samaranch: "Dépasser les idéologies" », entretien avec Robert Parienté, *L'Équipe*, 7 novembre 1983.

7 Pierre de Coubertin, « Les assises philosophiques de l'Olympisme moderne » (Message radiodiffusé de Berlin le 4 août 1935), in *L'Idée olympique. Discours et essais*, Schorndorf bei Stuttgart, Verlag Karl Hofmann, 1967, p. 131.

8 Maurice Herzog, « Le chemin parcouru », in *Revue Éducation physique et sport*, n° 248, juillet-août 1994, p. 11. Ce numéro spécial comprenait également les contributions de Juan Antonio Samaranch, président du CIO, Henri Sérandour, président du CNOSF, Nelson Paillou, président du Comité d'organisation du congrès du centenaire, Yves-Pierre Boulongne, historien officiel de l'olympisme, Jean Durry, directeur du Musée national du sport. On consultera aussi l'ouvrage collectif rédigé pour le centenaire sous l'égide du « groupe de recherche » du Comité national olympique et sportif français, *Pour un humanisme du sport*, Paris, Comité national olympique et sportif français, 1994, ouvrage dont les prétentions philosophiques prêtent à sourire. Parmi les publications apologétiques, toutes plus « humanistes » les unes que les autres, on citera aussi: Yves-Pierre Boulongne, *Pierre de Coubertin. Humanisme et pédagogie. Dix leçons sur l'olympisme*, Lausanne, Musée

À l'opposé de ces constructions idéalistes, plus ou moins romancées, voire mensongères, la recherche historique a fini par établir, pas à pas, la nature politique du mouvement olympique en dévoilant les enjeux géopolitiques qui ont marqué tous les Jeux olympiques, sans exception. C'est en effet l'histoire même du CIO, des Jeux olympiques et plus largement des sports de compétition qui a permis de comprendre comment l'institution olympique, initialement conçue comme une « *self-perpetuating oligarchy* », est progressivement devenue – à partir des Jeux de Los Angeles en 1932 – une puissante *World Company*, à la fois « *appareil hégémonique* »<sup>9</sup> distillant la vision olympique du monde, comme le Komintern propageait naguère la vision communiste du monde, et entreprise multinationale de plus en plus tentaculaire, « *honorable société* » d'aristocrates, diplomates, financiers, militaires, dirigeants sportifs et politiciens, gérant le capital olympique et sa marchandisation comme une holding transnationale ou un cabinet d'affaires. Et ce sont précisément l'expansionnisme idéologique et l'impérialisme mercantile de plus en plus poussés de la « *machinerie* » olympique, pour reprendre une expression

---

olympique, 1999; Patrice Cholley, *Pierre de Coubertin. La deuxième croisade*, Lausanne, Musée olympique, 1996; Conrado Durantez, *Pierre de Coubertin, l'humaniste olympique*, Lausanne, CIO, 1994; Jean Durry, *Le Vrai Pierre de Coubertin*, Paris, Comité français Pierre de Coubertin, 1994.

- <sup>9</sup> Dwight H. Zakus, « Le Comité international olympique: tragédie, farce et hypocrisie », in *Les Cahiers de l'IRSA*, n° 1 (« L'illusion sportive. Sociologie d'une idéologie totalitaire »), université de Montpellier III, février 1998, p. 208. Voir aussi Alan Tomlinson et Garry Whannel (dir.), *Five Ring Circus: Money, Power and Politics at the Olympic Games*, Londres, Pluto, 1984; Vyv Simson et Andrew Jennings, *Main basse sur les JO*, Paris, Flammarion, 1992; Richard Askwith et Stephen Aris, « Barons du sport, princes des stades et seigneurs des anneaux », *Courrier international*, n° 86, 25 juin 1992; Andrew Jennings, *La Face cachée des Jeux olympiques*, Paris, L'Archipel, 2000. Coubertin a toujours justifié le caractère non démocratique du CIO: « *Je continue à juger excellente la constitution du CIO basée sur le principe que j'appellerai de la délégation retournée, ce qui signifie que le mandat part de l'Idée pour susciter les disciples et non de la foule des adhérents désunis pour créer l'Idée: principe qui pourrait être appliqué en beaucoup de domaines et renfermerait sinon le salut de la société actuelle du moins une forte atténuation à ses maux* » (« Quarante années d'olympisme (1894-1934) », in *L'Idée olympique. Discours et essais*, op. cit., p. 124).

de Coubertin, qui expliquent les multiples « *dérives* » et « *excès* » que déplorent périodiquement les gardiens du temple olympique : gigantisme et affairisme, corruptions et scandales financiers, arrangements et trucages, dopages et manipulations biologiques, exploitations politiques et débordements nationalistes<sup>10</sup>.

Depuis sa première parution en 1983 aux Éditions Complexe à Bruxelles dans la collection « La mémoire du siècle », les trois thèses essentielles de mon ouvrage consacré aux Jeux de Berlin<sup>11</sup> – l'intégration du sport-spectacle dans la stratégie de légitimation de l'État national-socialiste ; la collaboration organique du CIO avec le régime hitlérien ; la complicité de Coubertin avec l'olympisme nazi – ont été largement validées ou corroborées par diverses publications des historiens allemands, mais aussi par quelques travaux français<sup>12</sup>. La recherche historique n'est évidemment pas figée et il est toujours possible de nuancer ou rectifier les relations entre les événements et les acteurs et, bien entendu, d'enrichir le matériau factuel (archives, témoignages, documents divers)

<sup>10</sup> Voir Jean-Marie Brohm et Michel Caillat, *Les Dessous de l'olympisme*, Paris, La Découverte, 1984 ; Jean-Marie Brohm, *Les Shootés du stade*, Paris, Éditions Paris-Méditerranée, 1998.

<sup>11</sup> La deuxième édition parut en 1992, également aux Éditions Complexe.

<sup>12</sup> Je citerai ici avant tout la thèse de Françoise Hache, *La Place du sport dans le système national-socialiste*, sous la direction de Gilbert Badia, université de Paris VIII, 1986, qui est un remarquable travail sur archives d'une universitaire qui a l'avantage de parfaitement maîtriser la langue allemande. L'ouvrage de Jean-Michel Blaizeau, *Les Jeux défigurés, Berlin 1936*, Biarritz, Atlantica, 2000, préface de Jacques Goddet, propose une riche iconographie et un dossier très fourni sur les épreuves sportives. La conclusion de l'ouvrage, « Berlin 1936, un moment stratégique dans la consolidation du nazisme » mérite aussi d'être citée : « Dans cette messe à l'hommage de l'hitlérisme où les symboles et les rituels s'enchevêtrèrent dangereusement, l'olympisme ne fut que l'instrument de propagande de l'idéologie nazie » (p. 242). L'ouvrage de Fabrice Abgrall et François Thomazeau, *1936 : La France à l'épreuve des Jeux olympiques de Berlin*, Paris, Alvik éditions, 2006, a surtout l'intérêt de rappeler les parcours biographiques ou intellectuels de quelques acteurs de l'époque (hommes politiques, sportifs, journalistes, notamment) et de noter la « *troublante convergence* » entre Coubertin et Hitler (p. 109 et suivantes). Je mentionnerai enfin le texte de Roland Charpiot, « Les XI<sup>e</sup> Jeux olympiques et le troisième Reich : un mariage politiquement incorrect », in *Le Pouvoir des anneaux. Les Jeux olympiques à la lumière de la politique. 1896-2004*, sous la direction de Pierre Milza, François Jequier et Philippe Tétart, Paris, Vuibert, 2004.

qui doit étayer le « *récit véridique* », puisque « *l'histoire est un récit d'événements vrais* »<sup>13</sup>, mais la synthèse qui restitue la logique d'ensemble de la XI<sup>e</sup> Olympiade et les principales données de fait qui la documentent me semblent à présent établies. Dans la troisième édition, revue et augmentée, de ce livre qui paraît à présent chez André Versaille éditeur, j'ai ajouté de nombreuses références, précisé et développé plusieurs aspects simplement évoqués lors des deux précédentes éditions, et rectifié quelques petites imprécisions.

Sous cette forme remaniée, cet ouvrage constitue aujourd'hui un bilan assez complet, me semble-t-il, de ce que fut l'Olympiade nazie, sa genèse, son déroulement, ses effets sur la politique intérieure du III<sup>e</sup> Reich et ses conséquences diplomatiques. Sa réception, lors des deux précédentes éditions, fut d'ailleurs très favorable<sup>14</sup>. Ma contribution à l'histoire des Jeux de Berlin 1936 apportait en effet des éclaircissements documentaires nouveaux, en particulier sur Coubertin et l'opinion publique française, et proposait surtout une interprétation plus tranchée du rôle du CIO dans la mise en place des « *Jeux de la honte* ». Comme le soulignait par exemple Jean-Marc Parisis : « *Que les Jeux de 1936 aient cautionné et magnifié le régime nazi, on le savait déjà. Jean-Marie Brohm, directeur de Quel Corps ? et féru de sociologie politique du sport, le rappelle avec force détails et documentation dans les Jeux olympiques à Berlin. La nouveauté troublante du livre réside plutôt dans l'imparable dénonciation du Comité international olympique (CIO) qui a permis, voire encouragé, la mascarade brune.* »<sup>15</sup>

<sup>13</sup> Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Paris, Éditions du Seuil, 1971, p. 22. Sur l'épistémologie de l'histoire, voir Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1974; Krzysztof Pomian, *L'Ordre du temps*, Paris, Gallimard, 1984; Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, « Folio histoire », 1988; Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

<sup>14</sup> Voir par exemple Jean-Pierre Rioux, « Il y a cinquante ans, les Jeux olympiques de Berlin : les gladiateurs de Hitler », *Le Monde*, 18 et 19 février 1986.

<sup>15</sup> Jean-Marc Parisis, « Coubertin passe la flamme », *Libération*, 22 mai 1984.

Il n'échappera à personne que mon livre n'a pas été écrit du « *point de vue de Sirius* », qui est souvent le masque de positions partisans non élucidées comme telles, ni même dans l'optique consensuelle de la « *neutralité axiologique* » supposée garantir l'« *objectivité scientifique* » qui tient lieu de prêt-à-penser épistémologique dans les sciences historiques et sociales, mais du point de vue de la lutte des divers mouvements de boycott qui ont dénoncé les Jeux du cirque hitlérien. Autrement dit, contrairement à tant d'ouvrages qui se situent sur le terrain de la légitimité olympique, au nom d'une « *objectivité* » imaginaire, j'ai pris le parti de la « *tradition des opprimés* » pour reprendre l'expression de Walter Benjamin<sup>16</sup>, la tradition de ceux qui refusent l'identification aux vainqueurs et aux dominants, la tradition des opposants à l'Olympiade nazie parce que cette histoire du côté des « *contestataires* », des « *minoritaires* » ou des « *militants* » m'a semblé seule pouvoir révéler les zones d'ombre ou la face cachée de l'événement. L'histoire « *n'est jamais neutre*, souligne Jean Chesneaux, *elle n'est jamais au-dessus de la mêlée [...]. Dans quel camp se situe le savoir historique, dans quel sens fonctionne le rapport actif au passé ? Aucun historien ne peut éluder cette question, quelque envie qu'il en ait.* »<sup>17</sup>

Au demeurant, l'histoire est toujours un choix narratif déterminé, une sélection raisonnée de documents, de témoignages, de déclarations, d'événements, de faits, d'interactions, de processus. Comme l'a noté Lucien Goldmann, « *aucune enquête, aucune monographie n'est jamais intégrale. Elle ne pose que certaines questions à la réalité et choisit les faits à la lumière de ces questions. Plus encore, dans l'image qu'elle construit, l'importance accordée aux différents faits qu'elle accepte d'enregistrer est proportionnelle à celle que présentent les problèmes pour le chercheur ou l'enquêteur. Il y a toujours un parti pris, un ensemble de prénotions qui décident : a) des questions qu'on pose et de celles qu'on ne pose pas à la réalité ; b) de l'importance qu'on accorde aux*

<sup>16</sup> Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », in *Œuvres*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 2000, tome III, p. 433.

<sup>17</sup> Jean Chesneaux, *Du passé faisons table rase ?*, Paris, François Maspero, 1976, p. 19.

*différents facteurs auxquels on s'intéresse.* »<sup>18</sup> Cela signifie que tout récit historique est nécessairement partiel, sinon partial, d'une part, lié aux préoccupations subjectives de l'historien, d'autre part. Si l'histoire est « *une reconstruction, il en résulte,* écrit Raymond Aron, *que cette reconstruction, comme toute autre, suppose un point de vue donné, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une reconstruction partielle par essence, parce qu'on ne peut pas raconter tout ce qui s'est passé* »<sup>19</sup>. Il en résulte aussi que l'objectivité historique renvoie par principe à la subjectivité de l'historien en tant qu'individu lié à une culture, un milieu social, une école de pensée. « *L'historien, observe ainsi Edward Hallet Carr, est un être humain avec ses particularités. Comme les autres individus, il est aussi un phénomène social, à la fois produit et porte-parole conscient et inconscient de la société à laquelle il appartient; c'est en cette qualité qu'il aborde les faits du passé historique [...]. L'historien fait partie intégrante de l'histoire.* »<sup>20</sup>

Si la narration historique dépend de l'historien et de ses choix, on doit alors admettre deux conséquences épistémologiques importantes. La première est que la reconstruction du passé se fait en fonction des préoccupations subjectives (politiques, idéologiques, économiques, épistémologiques, psychologiques, etc.) du présent en tant qu'intersubjectivité vécue au sein d'une culture, d'une nation, d'un groupe social ou d'une communauté d'intérêts. Les interprétations historiques ne peuvent donc pas ne pas être elles-mêmes dépendantes de l'évolution historique, autrement dit des variations du présent telles qu'elles sont ressenties ou interprétées par l'historien. Si le passé est toujours interprété à

<sup>18</sup> Lucien Goldmann, *Sciences humaines et philosophie*, suivi de *Structuralisme génétique et création littéraire*, Paris, Éditions Gonthier, 1978, p. 48.

<sup>19</sup> Raymond Aron, *Leçons sur l'histoire*, Paris, Le Livre de Poche, « Biblio essais », 1991, p. 431. Voir aussi Paul Veyne, *op. cit.*, p. 44: « *L'histoire n'est que réponse à nos interrogations, parce qu'on ne peut matériellement pas poser toutes les questions, décrire tout le devenir [...]; oui, l'histoire est subjective, car on ne peut nier que le choix d'un sujet de livre d'histoire est libre.* »

<sup>20</sup> Edward Hallet Carr, *Qu'est-ce que l'histoire?*, Paris, Éditions 10/18, 1996, p. 84-85.

la lumière du présent, le présent est lui-même interprété à la lumière du passé. L'historien qui a comme tous les autres acteurs sociaux un rapport singulier au passé, au présent et au futur (les siens et ceux des autres), « *construit*, insiste Raymond Aron, *des ensembles spatiaux et temporels qui, par définition, tendent vers l'avenir. Prophète après l'événement, il met l'histoire en perspective et sa perspective se rattache au présent, présent vrai ou présent fictivement rapporté dans le passé, en tout cas postérieur au devenir que l'on retrace.* »<sup>21</sup> Toute narration historique est donc située dans un contexte sociopolitique particulier, elle n'est jamais an-historique ou intemporelle. La deuxième conséquence est que toute narration historique suppose un point de vue, un angle de compréhension, une visée herméneutique, autrement dit une position sociale à partir de laquelle est appréhendé l'objet historique étudié<sup>22</sup>. « *Une science de l'histoire dans sa totalité est impossible*, écrit Georg Simmel, *non seulement parce qu'il est impossible de traiter une information surabondante, mais surtout parce qu'une telle science serait privée de tout point de vue. Or, la connaissance n'est possible qu'à partir du moment où le sujet connaissant, ayant adopté un point de vue, peut sélectionner les éléments qui l'intéressent en fonction de critères précis et les réunir sous des catégories synthétiques.* »<sup>23</sup>

Il résulte de ces constats que si tout travail historiographique renvoie à un contexte historique déterminé, il interroge aussi nécessairement l'implication personnelle du chercheur, en tant que sujet singulier caractérisé par son histoire personnelle, son parcours professionnel, sa culture d'appartenance (nationalité, langue, religion), son identité sexuée, son âge, son appartenance à une génération<sup>24</sup>, ses convictions politiques ou éthiques. Or, ce

<sup>21</sup> Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, Gallimard, « Tel », 1981, p. 164.

<sup>22</sup> Sur la sociologie de la connaissance, voir Karl Mannheim, *Idéologie et utopie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006. Voir aussi Paul Ricœur, *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.

<sup>23</sup> Georg Simmel, *Les Problèmes de la philosophie de l'histoire. Une étude d'épistémologie*, Paris, PUF, 1984, p. 110.

<sup>24</sup> Voir Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, Paris, Nathan, 1990, qui montre l'importance du concept de génération – en tant que

sont ces singularités personnelles du chercheur qui expliquent les « *sources des déformations dans l'observation, la consignation et l'interprétation des données* »<sup>25</sup>, autrement dit le contre-transfert en tant que « *somme totale des déformations qui affectent la perception et les réactions* » du chercheur devant son objet d'étude<sup>26</sup>, lequel est toujours anxiogène soutient Georges Devereux parce que « *toute recherche est autopertinente sur le plan inconscient* »<sup>27</sup>. Comme tout autre chercheur en sciences sociales, l'historien est lui aussi confronté à son contre-transfert qui induit une série de mécanismes défensifs, de scotomisations, de déplacements, de censures, d'idéalisations, de surinvestissements affectifs, etc. « *Le choix des valeurs, la sélection des centres d'intérêt ne sont pas seulement dictés par notre situation historique (notre place en un lieu, en un moment singuliers)*, écrit Alain Besançon, *mais par ce qui échappe en nous à l'histoire, par la partie non historique de nous-mêmes, au moins cette partie de nous que nous voudrions soustraire à la pression historique et qui peut-être lui échappe de toute façon, l'inconscient. Que voulons-nous au juste quand nous faisons de l'histoire ? À quel désir premier ce désir de savoir peut-il se référer ?* »<sup>28</sup>

Il est manifeste que l'on n'aborde pas de la même manière une histoire de l'opéra baroque ou une histoire de la mode vestimentaire au XX<sup>e</sup> siècle par exemple, et l'histoire d'un événement aussi controversé que Berlin 1936. Organisé par un État totalitaire, chargé de violences racistes, de conflits idéologiques, de manœuvres

---

communauté de destin, de situation et d'expérience – pour comprendre la manière dont chaque génération appréhende le réel historique. Les différentes écritures de l'histoire – la concurrence des mémoires, les confrontations politiques, les thématiques, les méthodes, les luttes au sein du champ universitaire, etc. – sont aussi dépendantes des conflits qui s'instaurent entre les « *ensembles générationnels* ».

<sup>25</sup> Georges Devereux, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Flammarion, 1980, p. 76.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 212.

<sup>28</sup> Alain Besançon, *Histoire et expérience du moi*, Paris, Flammarion, 1971, p. 10. On peut ajouter que le contre-transfert de l'historien se rapporte à des réalités particulièrement anxiogènes : l'irréversibilité du temps, le côté éphémère des œuvres humaines, le rapport à la mort et aux morts.

diplomatiques, de passions sportives, de menaces guerrières, un tel événement ne peut pas ne pas provoquer en effet d'innombrables clivages : entre les divers historiens, d'une part, mais aussi au plus profond de chaque historien, d'autre part. Les processus d'identifications ou de contre-identifications aux différents acteurs, aux valeurs revendiquées (par exemple l'« *Idée olympique* » ou, au contraire, l'« *Internationalisme prolétarien* »), aux causes défendues (la « *réussite des Jeux* » ou, au contraire, la lutte contre les persécutions antisémites), les scénarios imaginaires de la pensée désirante (défaire ou refaire après coup le cours des événements), les investissements pulsionnels dans des imagos idéalisées (les figures du chef, du militant, du résistant, du martyr, du bienfaiteur de l'humanité, etc.), autant de données psychologiques qui ne peuvent pas ne pas influencer profondément la narration historique et l'agencement des mises en intrigue<sup>29</sup>. Je prendrai ici l'exemple de deux acteurs qui ont contribué au succès des Jeux de la croix gammée : Carl Diem et Pierre de Coubertin.

On peut considérer que la fonction de Diem en tant que secrétaire du Comité d'organisation des Jeux de Berlin était purement « *technique* » et qu'elle assura avec bonheur la « *grandiose réussite des Jeux* », pour reprendre l'expression des hiérarques olympiques. Mais on peut aussi s'interroger sur une telle responsabilité dans l'État national-socialiste qui n'avait pas l'habitude d'attribuer à la légère des rôles stratégiques à des personnalités tièdes, non engagées ou refusant de *mitmachen* (collaborer, participer, en être). Et dans cette perspective on s'aperçoit très vite que Diem avait effectivement des lettres de noblesse à faire valoir auprès des maîtres du III<sup>e</sup> Reich. Ses écrits<sup>30</sup> développent en effet – de manière certes plus « *civilisée* », plus

<sup>29</sup> Voir Paul Ricœur, *Temps et récit*, Paris, Éditions du Seuil, 3 tomes, 1983, 1984, 1985 ; Paul Ricœur, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000.

<sup>30</sup> Carl Diem, « Die Olympischen Spiele und ihre Bedeutung für das neue Deutschland », in *Jahrbuch der Turnkunst*, 1934 ; Carl Diem, « Wesen und Wert des Sports », in *Olympia 1936 und die Leibesübungen im nationalsozialistischen Staat*, édité par Fritz Mildner, Berlin, 1934.

« *philosophique* » – les thèmes obsessionnels de l'idéologie nazie : apologie de la force (*Kraft*), du combat (*Kampf*), de l'endurcissement (*Härte*), de l'effort (*Anstrengung*), de l'hygiène corporelle et mentale, de l'idéal militaire, de la soumission à la collectivité, etc. Voici, par exemple, un petit échantillon qui illustre parfaitement le consensus ou le dénominateur idéologique commun à toutes les tendances se réclamant de l'Allemagne nouvelle : « *Le sport signifie la joie du combat [...]. Comment expliquer que des jeunes gens considèrent de telles activités douloureuses et pénibles comme une satisfaction ? Ce sont des idéalistes. Ils ont devant leurs yeux un idéal humain auquel ils aspirent, un homme qui ne craint pas les efforts, le danger et la douleur, qui même les recherche pour les surmonter. Comment appelle-t-on un tel idéal ? C'est l'idéal du soldat. Le sport est l'adhésion volontaire à l'état militaire. Personne d'autre que Coubertin a reconnu ce fait et l'a finement analysé : le sport est un entraînement à la guerre, mais il ne conduit pas à la guerre. Il éduque les qualités militaires du corps et de l'esprit dont a besoin le soldat, mais il ne provoque pas la guerre.* »<sup>31</sup> C'est cette même idée que Diem développera systématiquement au début de la Deuxième Guerre mondiale en mettant en relation l'éducation spartiate, « *l'esprit militaire qui animait le programme des Jeux dans l'Antiquité* » et l'esprit olympique moderne : « *La jeunesse doriennne était élevée à la dure. Les qualités physiques du nouveau-né étaient froidement examinées et on ne laissait vivre que les garçons vigoureux. Ils devaient apprendre à obéir, à supporter la douleur et les fatigues, on les entraînait par des luttes sportives au métier des armes [...]. Ils devaient subir sans sourciller les châtimens qui leur étaient infligés [...]. Les filles étaient soumises, elles aussi, à cette discipline. Elles devaient s'endurcir par des exercices de course, de lancement, de lutte, afin, comme le disait Lycurgue, qu'elles pussent mieux supporter le travail de l'accouchement et donner à l'État des enfants vigoureux [...]. Les concurrents des Jeux olympiques étaient donc bien de véritables soldats [...]. À l'époque moderne revit cet esprit militaire*

<sup>31</sup> Carl Diem, *Der Sport und seine Weltgeltung*, Karbitz, Buchdruckerei Emil Wolf, 1935, p. 6.

*des Jeux olympiques. Coubertin, leur rénovateur, avait du sang de soldat dans les veines.* »<sup>32</sup> Diem, devenu directeur de l'Institut olympique de Berlin, soulignera avec beaucoup de complaisance la filiation idéologique allemande avec ce programme de réarmement corporel et de drill psychologique de la jeunesse, en mentionnant « *la contribution toute spéciale de l'Allemagne à la réalisation de l'idée olympique* » : « *Je songe à deux ordres de choses, à la contribution apportée par l'Allemagne à la culture physique en général, puis à la façon dont elle a organisé les Jeux en 1936. Je ne crois pas trop m'avancer en disant que l'Allemagne est le pays où l'on a le mieux approché du but qui consiste à fortifier l'énergie nationale par la pratique systématique des exercices physiques. Il se peut que, dans l'un ou l'autre des domaines sportifs, certaines nations nous dépassent, mais aucune ne l'emporte sur nous en ce qui concerne le travail en profondeur qui nous a permis de réaliser une moyenne de rendement sportif d'un niveau incomparablement élevé.* »<sup>33</sup> Diem avait aussi fait une description édifiante du sport sous le III<sup>e</sup> Reich fier de disposer de 150 000 installations sportives : « *Sur ces terrains de sport exercent leur activité 40 000 sociétés sportives comprenant 4 millions de membres, en ne comptant que les adultes, car la jeunesse de 10 à 18 ans est enrôlée dans l'organisation de la Jeunesse d'État ou Jeunesse hitlériennes [...]. À l'âge de six ans, l'enfant commence à recevoir à l'école l'enseignement de la gymnastique, autant que possible 5 heures par semaine ; lorsqu'il atteint sa dixième année, s'ajoute à cet enseignement celui que donne la Jeunesse hitlérienne et qui comprend au minimum une heure de gymnastique par semaine. À l'âge de 18 ans intervient, pour les deux sexes, le Service du Travail, d'une durée de six mois, excellente école d'entraînement physique à laquelle succède, pour les hommes, le service dans l'Armée où la gymnastique joue un rôle qui n'est pas négligeable [...]. On a songé aussi aux jeunes gens qui ne se décideraient pas à adhérer à une société sportive. Le Front du Travail a confié à son*

<sup>32</sup> Carl Diem, *L'Idée olympique dans la Nouvelle Europe*, Berlin W 8, Institut Terramare, 1943, p. 10, 16, 14. Il s'agit d'une conférence que Diem a faite à Paris en 1941...

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 39.

*organisation la Force par la Joie le soin d'organiser la vie des loisirs et l'une de ses sections s'occupe de la culture physique. C'est par son intermédiaire que les chefs d'entreprise ont été incités à organiser l'activité sportive de leurs ouvriers et employés qui ne feraient pas déjà partie d'une société sportive.* »<sup>34</sup> Et pour enfoncer le clou Diem concluait très logiquement sur les fonctions du sport national-socialiste : « *C'est le devoir moral de tout Allemand envers sa famille, son peuple et sa patrie, de se soumettre à cette éducation physique [...], car le sport est devenu une partie essentielle de la vie du peuple tout entier. Le gouvernement en favorise énergiquement le développement et le Führer et chancelier Adolf Hitler a non seulement souligné dans son livre Mein Kampf la valeur qu'il attribue au sport mais, par toute la structure qu'il a donnée à l'État, il en a assuré le développement.* »<sup>35</sup> Diem signalait aussi un fait qui avait beaucoup impressionné l'opinion publique : l'entrée de l'équipe olympique française dans le stade de Berlin lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux de 1936 : « *Nous rappellerons à ce propos l'indescriptible enthousiasme et les applaudissements qui accueillirent l'équipe olympique française lorsqu'elle fit son entrée dans le stade, le 1<sup>er</sup> août 1936, applaudissements spontanés que l'on n'avait ni prévus ni commandés et qui firent une impression inoubliable sur les Allemands, les étrangers et, j'en suis sûr, sur les Français qui assistaient à cette scène.* »<sup>36</sup>

C'est ce personnage qui réussit à obtenir le patronage moral de Coubertin pour les Olympiades de 1936 et à enrôler le fondateur du néo-olympisme dans la croisade en faveur des « *clameurs de la joie musculaire* »<sup>37</sup> qui connurent leur apothéose sur le stade de Berlin lors de la première quinzaine d'août 1936. C'est aussi ce personnage qui ne cessa de se réclamer de l'héritage

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 38 et 39. L'équipe française envoyée par le Front populaire avait défilé devant la loge du Führer en faisant le salut olympique, bras tendu, exacte réplique du salut hitlérien...

<sup>37</sup> Pierre de Coubertin, « Aux coureurs d'Olympie-Berlin », in *L'Idée olympique. Discours et essais*, op. cit., p. 133.

coubertinien. Aussi n'est-il pas étonnant que Coubertin, en mal de reconnaissance en France et impressionné par les multiples marques honorifiques et propos dithyrambiques venus d'Allemagne, ait accepté en retour de faire l'éloge de l'olympisme national-socialiste – avec plus ou moins de naïveté ou de calcul. Il accorda par exemple un entretien à un journal de Munich où il soulignait l'importance des réformes éducatives effectuées en Allemagne et en Italie, et réaffirmait son idéal éducatif unissant les exercices physiques et les joies artistiques : « *Puisse cet épisode de l'histoire olympique signifier la liaison définitive de la beauté musicale et de l'énergie musculaire.* »<sup>38</sup> On sait aussi à présent, même si c'est rarement mentionné par les admirateurs de Coubertin, que sa situation précaire à la fin de sa vie l'amena à accepter une aide financière du Reich d'un montant de 10 000 Reichsmarks, en tant que « *don d'honneur* » au « *rénovateur des Jeux olympiques* ». Le III<sup>e</sup> Reich tenait en effet à honorer symboliquement celui qui avait mis tout son poids dans la balance pour légitimer l'Olympiade de Berlin. C'est ainsi que le ministre d'État Hermann Esser, activiste nazi et antisémite virulent de la première heure, se fit l'intermédiaire auprès de Coubertin d'une proposition d'invitation en Allemagne. Coubertin, apparemment très flatté par tant d'attentions, écrivit une lettre de remerciement à Hitler que publia Hans Joachim Teichler : « *Excellence, j'ai été profondément touché de la démarche que M. Le Ministre d'État H. Esser a faite près de moi au nom et de la part de Votre Excellence et je m'empresse d'en exprimer ma gratitude. Par là et de la façon la plus délicate, l'Allemagne se trouve associée à mon année jubilaire inaugurée à Lausanne, à*

<sup>38</sup> « Wir besuchen Pierre de Coubertin », in *Münchener Neueste Nachrichten*, n° 21, 3 août 1936, cité par Hans Joachim Teichler, « Coubertin und das Dritte Reich », in *Sportwissenschaft*, mars 1982, p. 34. Cet article, remarquablement documenté, est une mise au point très précise sur les rapports de Coubertin avec les autorités allemandes de l'époque. On citera aussi les autres contributions de Hans Joachim Teichler : « Berlin 1936. Ein Sieg der NS-Propaganda? Institutionen, Methoden und Ziele der Olympiapropaganda Berlin 1936 », in *Stadion*, II, 2, 1977 ; « 1936, ein olympisches Trauma. Als die Spiele ihre Unschuld verloren », in Manfred Blödorn (dir.), *Sport und Olympische Spiele*, Reinbeck bei Hamburg, Rowohlt, 1984.

*l'Université, le 20 janvier dernier et à l'occasion de laquelle j'ai été invité à réunir les travaux accomplis depuis cinquante ans et qui tous, d'une manière ou d'une autre, se réfèrent à la réforme et au perfectionnement de l'éducation. Dans cette œuvre l'Allemagne a maintes fois témoigné sa sympathie et je lui en ai la plus vive reconnaissance. Sitôt qu'avec le printemps ma santé rétablie le permettra, j'envisagerai le moyen de profiter de la si gracieuse invitation qui m'a été transmise au nom de Votre Excellence et qui ajoute ainsi un nouveau témoignage de bienveillance à ceux que j'en ai déjà recueillis. Je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer l'hommage de mon respectueux et profond dévouement. »<sup>39</sup>*

C'est donc le mirage sportif, l'admiration pour l'œuvre olympique du III<sup>e</sup> Reich, la fascination pour l'éducation physique allemande qui permettent de comprendre la complaisance, pour ne pas dire plus, dont firent preuve – à la suite de Coubertin – tant de responsables sportifs et tant d'hommes politiques français adeptes des mesures énergiques pour « régénérer » la « race en pleine décadence » et « rebronzer » la jeunesse qui s'« anémie » et se « dévirilise ». Et c'est aussi ce miroir aux alouettes olympiques qui fut le point de ralliement consensuel de presque toutes les forces politiques – de la gauche à la droite –, éblouies par la force physique du III<sup>e</sup> Reich. « Les Allemands ont organisé à Berlin la plus formidable exposition universelle du sport qu'on puisse imaginer », écrivit par exemple Maurice Baquet qui sera ultérieurement l'un des idéologues de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) et de ses stages de formation<sup>40</sup>. Il n'est donc pas étonnant que « l'effort des nationalismes successifs appelés à les [Jeux olympiques] organiser »<sup>41</sup> ou « l'esprit d'émulation parmi

<sup>39</sup> Lettre de Pierre de Coubertin à Hitler, Genève, 17 mars 1937, citée par Hans Joachim Teichler, « Coubertin und das Dritte Reich », *op. cit.*, p. 53. Cette lettre est également citée par Fabrice Abgrall et François Thomazeau, 1936. *La France à l'épreuve des Jeux olympiques de Berlin*, *op. cit.*, p. 139.

<sup>40</sup> *Sport et santé*, n° 90, août 1936, p. 12.

<sup>41</sup> Pierre de Coubertin, « Le rôle éducatif des Olympiades », *Revue olympique*, juin 1912, p. 83.

*les nations* »<sup>42</sup> aient pu séduire tous les partisans des régimes autoritaires, tous les adeptes des races saines, tous les militants nationalistes. Il n'est guère surprenant non plus que la mystique olympique développée par Coubertin, cherchant à faire de « *l'exercice musculaire collectif une véritable école de perfectionnement moral* », un « *programme d'épuration morale* » par ces « *besognes d'assainissement* » que sont les exercices sportifs<sup>43</sup>, ait pu attirer tous les artisans d'énergie nationale puisque Coubertin lui-même n'hésitera pas à développer quelques idées purificatrices qui fleurissent bon l'eugénisme au sein des « *jardins de bravoure* » et des « *piscines roboratrices* ». Ainsi dans sa célèbre *Ode au sport* primée au concours de littérature sportive de la V<sup>e</sup> Olympiade de Stockholm en 1912 sous le pseudonyme de G. Hohrod et M. Eschbach, Coubertin s'exclame : « *Ô Sport, tu es la Fécondité ! Tu tends par des voies directes et nobles au perfectionnement de la race en détruisant les germes morbides et en redressant les tares qui la menacent dans sa pureté nécessaire. Et tu inspires à l'athlète le désir de voir grandir autour de lui des fils alertes et robustes pour lui succéder dans l'arène et remporter à leur tour de joyeux lauriers.* »<sup>44</sup> Obsédé par la « *déchéance* », adepte de la « *bonne humeur sociale* » et de « *l'action moralisatrice du sport* », Coubertin soutiendra – contre l'évidence – que « *l'activité musculaire tend à ramener l'homme à la normale dans la conduite de sa vie* », parce qu'elle permet de « *bronzer moralement* » la jeunesse et constitue « *la recette virile sur laquelle s'échafaude la santé de l'État* »<sup>45</sup>.

<sup>42</sup> Pierre de Coubertin, « Message à la jeunesse américaine » (1934), in *L'Idée olympique. Discours et essais*, op. cit., p. 124.

<sup>43</sup> Pierre de Coubertin, « Le serment des athlètes », *Revue olympique*, juillet 1906, p. 109

<sup>44</sup> Pierre de Coubertin, « Ode au Sport », in *L'Idée olympique. Discours et essais*, op. cit., p. 39. Ce genre de prose donne une bonne idée du niveau de ces concours littéraires supposés « unifier à nouveau, par les liens d'un légitime mariage, d'anciens divorcés : le Muscle et l'Esprit » (*Revue olympique*, juin 1906).

<sup>45</sup> Pierre de Coubertin, *Pédagogie sportive*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1972, p. 145, 143, 129, 28-29. Sur la pensée de Coubertin, voir Jean-Marie Brohm, *Le Mythe olympique*, Paris, Christian Bourgois, 1981. Sur les idéologies eugénistes et anthropométriques de l'éducation physique française, voir Jean-Marie Brohm, *Le Corps analyste*.

Les Jeux olympiques de Berlin 1936 furent sans aucun doute un événement historique aux conséquences politiques, diplomatiques et militaires considérables parce qu'ils représentèrent la première étape – parfaitement réussie – de la mise en œuvre internationale des objectifs impérialistes du III<sup>e</sup> Reich : démontrer sa volonté de puissance aux yeux du monde entier avant d'entamer sa marche « résolue »<sup>46</sup> vers la guerre. Mais ils furent aussi un formidable « révélateur historique » des enjeux sociétaux auxquels le régime nazi avait donné une réponse forte et inquiétante : la recherche de la productivité du travail sous le contrôle des organisations du « *Front du travail* », la « *santé et la pureté de la race* », l'éducation physique obligatoire, le rôle du sport spectacle de masse comme moyen de propagande, l'organisation politique des loisirs dans le cadre de « *La Force par la joie* » (*Kraft durch Freude*), le contrôle des médias, la préparation militaire de la jeunesse, autant de domaines dans lesquels la psychologie de masse du national-socialisme<sup>47</sup> allait donner quelques idées aux « *constructeurs* » des États forts, en tout premier lieu aux « *bâtisseurs* » du régime de Vichy. C'est pourquoi ils demeurent aujourd'hui encore la référence emblématique de l'instrumentalisation politique du sport et de l'olympisme. Il n'est donc pas étonnant qu'à chaque grande compétition sportive organisée par un régime totalitaire, un État militaro-policié ou une dictature resurgisse le souvenir des Jeux olympiques de Berlin 1936.

Ce fut le cas en 1980 lorsque le Comité de boycott des Jeux de Moscou (COBOM) lança un appel signé par de très nombreuses personnalités des Lettres, des Arts, de l'Université et du

---

*Essais de sociologie critique*, Paris, Anthropos, 2001, deuxième partie : « Idéologies du corps ».

46 La valorisation de la « *décision résolue* » était l'un des lieux communs des idéologues allemands, tout particulièrement des philosophes nazis, Heidegger compris.

47 Voir l'excellent travail de Peter Reichel, *La Fascination du nazisme*, Paris, Odile Jacob, 1993 ; sur l'importance de la psychologie de masse dans le national-socialisme, voir notamment Wilhelm Reich, *La Psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot, 1972 ; Erich Fromm, *La Peur de la liberté*, Paris, Buchet/Chastel, 1963 ; Saul Friedländer, *Histoire et psychanalyse*, Paris, Éditions du Seuil, 1975 ; Manès Sperber, *Psychologie du pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 1995.

monde politique: « *Les prochains Jeux olympiques doivent avoir lieu à Moscou en 1980. Comme à Berlin en 1936, comme la Coupe Davis dans le Chili de Pinochet, comme le Mondial dans l'Argentine de Videla, comme les Championnats d'Europe à Prague dans une Tchécoslovaquie toujours occupée, une fois de plus une grande compétition sportive internationale va masquer l'oppression de millions de gens dans le pays qui l'organise, et permettre au régime de renforcer son image de marque à l'échelle internationale.* »<sup>48</sup>

L'ombre brune de Berlin 1936 s'est également profilée à chaque fois que l'Allemagne démocratique a organisé une grande manifestation sportive. Ce fut évidemment le cas lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, ensanglantés par l'action terroriste de Septembre noir contre la délégation israélienne, ce fut aussi le cas lorsque l'Allemagne organisa le Mondial de football en 2006, puisqu'il fut décidé de simplement rénover la vieille enceinte édifiée par le régime nazi plutôt que d'en construire une nouvelle. Comme le soulignait *Le Monde*, « *soixante-dix ans après la démonstration de force nazie orchestrée par Hitler, le calcaire de Franconie, censé être la "Pierre éternelle" du Reich enrobe encore la façade extérieure du stade. Albert Speer, l'architecte préféré du dictateur, l'avait imposé en dernière minute au maître d'œuvre en titre, Werner March, pour conférer au lieu "un sentiment de puissance et d'éternité".* »<sup>49</sup> *Le Monde* évoquait également les débats provoqués par ce choix surprenant: « *Beaucoup de gens ne pouvaient pas imaginer que cet endroit, à cause de son passé nazi, puisse accueillir la finale du Mondial et une foule de spectateurs en quête d'amusement et de beau jeu.* » Le maire de la ville réunifiée, Klaus Wowereit, tentait cependant de calmer les inquiétudes: « *C'est un stade très historique, qui a été l'instrument du national-socialisme, c'est évident. Mais ce passé n'est pas refoulé du tout, au contraire: il est présenté au public et largement documenté.* » Malgré tout, diverses voix s'élevèrent

<sup>48</sup> « Appel au boycott des Jeux olympiques de Moscou », in COBOM, *Moscou 80: boycott des Jeux olympiques. Solidarité avec les travailleurs et les peuples d'URSS*, Paris, supplément au Bulletin de liaison du CEDETIM, mai 1979, p. 24.

<sup>49</sup> « À Berlin, un stade très "historique" », *Le Monde*, 6 juin 2006.

pour contester ce choix qui, *volens nolens*, banalisait la violence symbolique de ce haut lieu du III<sup>e</sup> Reich : « Six décennies après la fin de la guerre, tout le monde ne partage pas cet avis. La journaliste Lea Rosh, à l'origine du projet de mémorial aux Juifs assassinés d'Europe, inauguré en mai 2005 à Berlin, ainsi qu'un écrivain, Ralph Giordano, trouvent déplacée la présence, dans l'enceinte du parc entourant le stade, de statues monumentales érigées dans les années 1930 à la gloire du national-socialisme. À les entendre, il faudrait les couvrir ou les évacuer le temps du Mondial. La municipalité de Berlin a refusé. »<sup>50</sup>

La question de la place de Berlin 1936 dans l'histoire du mouvement olympique fut à nouveau soulevée lors du cinquantième anniversaire de l'événement. La Freie Universität de Berlin organisa ainsi un symposium scientifique les 16, 17 et 19 octobre 1986 au Max-Planck-Institut für Bildungsforschung à Berlin pour faire le point sur différents aspects de l'Olympiade nazie : symboliques et ritualités olympiques, esthétisation du « corps aryen », psychologie de masse du sport-spectacle, sacralisation de la violence, mises en scène de la plastique nazie, encadrement totalitaire au sein du Reichsportfeld (enceinte olympique), rôle de l'éducation physique sous le III<sup>e</sup> Reich, conséquences politiques de l'événement, etc.<sup>51</sup>. La presse et l'édition allemandes consacrèrent également beaucoup d'importance à cette rétrospective critique de l'Olympiade nazie<sup>52</sup>.

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> Voir Thomas Alkemeyer, Gunter Gebauer, Eugen König, Achim Kühling, Alfred Richartz, Stefan Titze (dir.), *Olympia-Berlin. Gewalt und Mythos in den Olympischen Spiele von Berlin 1936*, Berlin, Freie Universität Berlin, 1986. Ma propre contribution, en langue allemande, était intitulée « Zum Verhältnis von Olympismus und Nationalsozialismus ».

<sup>52</sup> Voir notamment Gunter Gebauer (dir.), *Körper- und Einbildungskraft. Inszenierungen des Helden im Sport*, Berlin, Dietrich Reimer Verlag, 1988, en particulier la contribution de Thomas Alkemeyer, « Gewalt und Opfer im Ritual der Olympischen Spiele 1936 » ; Heinz Höhne, « Da kann man nur noch Nazi werden », *Der Spiegel*, 28 juillet 1986 ; Stefan Berkholz, « Olympische Spiele 1936 : Hitler feiert seinen Staat. Das Massenfest blendete alle », *Vorwärts*, 2 août 1986 ; Horst Ueberhorst, « Spiele unterm Hakenkreuz. Die Olympischen Spiele von Garmisch-Partenkirchen und Berlin 1936 und ihre politischen Implikationen », *Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament. Aus Politik*

Le spectre de Berlin 1936 s'est à nouveau invité dans le débat lorsque la ville de Pékin a été chargée par le CIO, le 13 juillet 2001 à Moscou, sous l'impulsion de son président Juan Antonio Samaranch, grand admirateur des régimes autoritaires, d'organiser les Jeux de 2008. Personne n'ignorait à l'époque à quel régime étaient attribués les Jeux. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) avait dénoncé une « *décision contraire aux principes fondamentaux et au but même de l'olympisme* » et Amnesty International, avant même l'annonce du choix, avait appelé le CIO à « *surveiller si la Chine respecte, au cours de toutes les étapes de préparation des Jeux, les principes d'éthique inscrits dans la Charte olympique* »<sup>53</sup>. Évidemment, la Charte olympique ne fut pour la bureaucratie chinoise qu'un vulgaire « *tigre de papier* » que le CIO n'avait même pas tenté de mettre en avant comme condition d'attribution. Or, personne ne pouvait oublier le massacre de plusieurs centaines d'étudiants et d'ouvriers perpétré par l'Armée populaire sur la place Tiananmen en juin 1989, et personne ne pouvait ignorer l'absence totale de libertés démocratiques, les violations massives des droits de l'homme, l'omniprésence policière, la répression systématique des dissidents, les exécutions capitales à la chaîne, l'oppression militaire et la colonisation des Tibétains et des Ouïgours, l'esclavagisme d'État imposé à des millions de travailleurs saisonniers, l'exploitation « communiste » de la classe ouvrière privée de tous droits, la prolifération des camps de travail et de rééducation (Laogai), l'impérialisme de grande puissance vis-à-vis de ses voisins, particulièrement Taiwan, et pour finir l'augmentation continue du budget des armées. Le CIO se contenta pourtant, comme d'habitude, de vagues promesses de la part des autorités chinoises et se laissa bercer ou berner par les sempiternelles illusions de la « *paix olympique* ». Les démocrates chinois comprirent, eux, immédiatement la signification politique de cette attribution des Jeux olympiques à la plus grande dictature du monde. Dès avril 2001, le dissident

---

*und Zeitgeschichte*, Bonn, 2 août 1986; Arnd Krüger, « Die Spiele der Nazis », *Die Zeit*, 1<sup>er</sup> août 1986.

<sup>53</sup> *Le Monde*, 15 et 16 juillet 2001.

Wei Jingsheng, qui avait passé près de 19 ans dans les prisons politiques, dénonçait l'hypocrisie olympique : « *Le gouvernement chinois a pour habitude de se servir du sport à des fins politiques et à chaque fois c'est le peuple chinois qui paye le prix. Si les prochains Jeux sont attribués à Pékin, le régime ne manquera pas d'exploiter ce choix à des fins de propagande. Actuellement la situation n'est pas stable en Chine, la répression s'accroît en particulier contre les minorités ethniques, et nul ne sait ce qu'il en sera en 2008. Souvenez-vous du fâcheux précédent des Jeux olympiques de 1936 à Berlin et de leurs conséquences désastreuses.* »<sup>54</sup> La sinologue et présidente de Solidarité Chine, Marie Holzman, faisait, elle aussi, le parallèle : « *Jeux olympiques et nationalisme : une combinaison qui fit ses preuves en 1936, à Berlin* »<sup>55</sup>.

Par la suite de multiples protestations insistèrent également sur la filiation entre Berlin 1936 et Pékin 2008. « *L'Alliance de toute la Chine pour protéger les droits humains et faire opposition à la violence* » publiait ainsi le 8 août 2007 une lettre ouverte à Jacques Rogge, président du CIO, pour dénoncer la répression en Chine : « *Nous comprenons bien que le CIO n'est pas un groupe politique ni une organisation pour les droits de l'homme. Néanmoins, en conformité avec la Charte olympique qui proclame et protège l'idéal humaniste et le développement harmonieux de l'être humain, nous croyons que le CIO doit forcer le gouvernement chinois à tenir sincèrement la promesse qu'il a faite quand les Jeux lui furent confiés d'améliorer les droits de l'homme. En outre, le CIO devrait méditer sur sa propre attitude lors des Jeux olympiques nazis de 1936.* »<sup>56</sup> Le Collectif pour le boycott des Jeux olympiques de Pékin (COBOP) déclarait lui aussi dans son appel : « *Après les Jeux de la croix gammée (Berlin 1936), les Jeux du goulag (Moscou 1980), voici les Jeux du despotisme d'État totalitaire et de l'esclavagisme sportif* »<sup>57</sup>. Ces initiatives eurent un écho de plus en plus large lorsque la question du boycott commença à être évoquée

<sup>54</sup> *Le Monde*, 17 avril 2001.

<sup>55</sup> « JO : Pékin 2008 après Berlin 1936 ? », *Le Monde*, 11 juillet 2001.

<sup>56</sup> *Quel sport ?*, n° 4/5, mai 2008.

<sup>57</sup> *Quel sport ?*, n° 1, septembre 2007 ; voir aussi le dossier publié par *Quel sport ?*, n° 2/3, janvier 2008 : « Pékin 2008 : la terreur olympique ».

concrètement après la terrible répression sanglante menée par l'Armée populaire au Tibet et dans les régions avoisinantes cinq mois avant l'ouverture des Jeux.

L'histoire ne se répète évidemment pas, mais de troublantes analogies permettent d'établir quelques comparaisons<sup>58</sup> entre Berlin 1936, le modèle inégalé à ce jour, Moscou 1980 et Pékin 2008. Dans ces trois cas il s'agit en effet de Jeux organisés par des dictatures de parti unique, des États despotiques violant massivement les droits de l'homme, réprimant les minorités nationales ou ethniques et persécutant les opposants. Des impérialismes aussi, affirmant leur volonté de puissance par des interventions militaires ou des menaces bellicistes. Si l'Allemagne nazie s'est singularisée par son projet criminel, ouvertement affirmé, de discrimination, de persécution et d'élimination des Juifs, l'URSS et la Chine ont également opprimé leurs minorités nationales ou religieuses au nom du chauvinisme de grande puissance et de la sécurité de l'État. Dans ces trois cas, le CIO, en prétendant, au nom de l'« *Esprit olympique* », refuser la « *politisation des Jeux* », a en fait accepté de cautionner – cyniquement ou maladroitement – la politique des États organisateurs qui n'eurent, eux, aucun scrupule à « *olympiser* » leur politique ou à politiser leur propagande olympique.

Écrire l'histoire c'est aussi refuser l'oubli ou la banalisation de la barbarie. Or, les Jeux de Berlin ne furent pas comme le prétendit en 1936 Ivan Sicard « *la plus formidable manifestation sportive qui ait jamais été organisée [et qui permet] aux Allemands de montrer au monde entier à quelle perfection ils savaient porter leur amour du spectacle* »<sup>59</sup>, mais une bacchanale nationaliste sans précédent qui annonçait sans ambiguïté possible la haine antisémite et les ambitions guerrières du III<sup>e</sup> Reich. Cet auteur ajoutait : « *Ceux qui sont allés à Berlin auront du moins un peu connu*

<sup>58</sup> Sur la question de la comparaison, voir par exemple Krzysztof Pomian, *Sur l'histoire*, Paris, Gallimard, « Folio histoire », 1999, « De la comparaison dans l'histoire », p. 161 et suivantes ; Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable*, Paris, Éditions du Seuil, 2000.

<sup>59</sup> Ivan Sicard, *La XI<sup>e</sup> Olympiade de Berlin*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1936, p. 5.

*l'Allemagne, et l'Allemagne gagne à être connue. Il ne s'agit pas de considérer un régime politique en lui-même, il s'agit d'un pays et il s'agit d'un peuple. C'est pourquoi je souhaite que la foule accourue des cinq parties du monde se soit attardée dans ce pays, qu'elle ait regardé à travers le décor, qu'elle ait essayé de comprendre le peuple germanique.* »<sup>60</sup> Ici aussi était à l'œuvre la dissociation qui a toujours sévi dans l'univers mystificateur du sport : la dissociation entre le sport et la politique qui est au fondement même de l'olympisme<sup>61</sup>. Le CIO, pour justifier ses multiples collaborations avec les régimes totalitaires, a toujours prétendu en effet, de manière quasi schizophrénique, qu'attribuer les Jeux à ces pays ne signifiait pas l'approbation de leur régime. Cet argument déjà avancé lors des Jeux de Moscou fut à nouveau utilisé par Jacques Rogge pour les Jeux de Pékin – les présidents changent, le discours reste immuable : « *Nous ne devons pas entrer dans des domaines politiques. Si nous le faisons, nous nous aliénerions la possibilité de ce trait d'union entre tous les peuples. En 1980, les plus grands gouvernements et ceux qui faisaient l'opinion ne voulaient pas d'une participation des athlètes aux Jeux de Moscou. Nous avons été attaqués sauvagement et nous avons répondu : nous ne sommes là ni pour cautionner ni pour critiquer la présence de l'URSS en Afghanistan. Aujourd'hui nous allons à Pékin, nous ne cautionnons pas le gouvernement chinois.* »<sup>62</sup>

Il est aujourd'hui impossible de dissocier les Jeux de Berlin 1936 – qui se tinrent alors que les nazis avaient déjà démontré par des mesures institutionnelles discriminatoires, des actes de brutalités publiques et des discours antisémites violents leur volonté persécutrice effective – de l'évolution ultérieure du III<sup>e</sup> Reich qui devait aboutir à l'extermination massive des Juifs en Europe. Les « inquiétudes » du CIO quant à la non-discrimination

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>61</sup> Voir Jean-Marie Brohm, *Pierre de Coubertin, le seigneur des anneaux. Aux fondements de l'olympisme*, Paris, Éditions Homnisphères, 2008.

<sup>62</sup> *Le Figaro*, 11 mars 2008. Cette distinction entre la capitale d'un État, symbole d'un gouvernement, et le siège des Jeux olympiques, symbole d'une « fête », est une pure fiction, surtout dans les régimes totalitaires, parce que la ville organisatrice bénéficie de toute la logistique économique, politique, diplomatique et médiatique du pays hôte.

sportive des Juifs allemands, la campagne internationale de boycott, les mises en garde des démocrates allemands eux-mêmes témoignaient que la « question juive » était bien l'un des enjeux majeurs de l'Olympiade. Il était en effet difficile d'ignorer ou de feindre ignorer – comme le firent tant de journalistes, responsables sportifs et hommes politiques – les campagnes de haine et de pogrom, les brimades et les discriminations, les manifestations de rues et les appels au boycott des Juifs initiés par les hitlériens, mais aussi par les diverses instances de l'appareil d'État. Sur ce point, qui n'est sûrement pas de détail, mais engage toute une interprétation du national-socialisme, je citerai pour finir Vladimir Jankélévitch : « Hitler a dit longtemps à l'avance ce qu'il allait faire, et pourquoi il comptait le faire ; en vertu de quels principes ; au nom de quels dogmes. Il s'en est expliqué longuement, avec ce mélange inimitable de pédantisme métaphysique et de sadisme qui est une spécialité allemande [...]. L'extermination des Juifs [...] a été doctrinalement fondée, philosophiquement expliquée, méthodiquement préparée, systématiquement perpétrée par les doctrinaires les plus pédants qui aient jamais existé ; elle répond à une intention exterminatrice délibérément et longuement mûrie ; elle est l'application d'une théorie dogmatique qui existe encore et qui s'appelle l'antisémitisme. »<sup>63</sup> Et les Jeux de Berlin 1936 furent l'une des premières pièces d'importance dans cette mécanique exterminatrice.

Jean-Marie Brohm, mars 2008

---

<sup>63</sup> Vladimir Jankélévitch, *L'Imprescriptible. Pardonner ? Dans l'honneur et la dignité*, Paris, Éditions du Seuil, 1986, p. 42 et 43.

## INTRODUCTION : BERLIN 1936/MOSCOU 1980

L'histoire, dit-on, ne se répète pas. Pourtant, à l'occasion des Jeux olympiques de Moscou, en juillet 1980, nombreux furent les observateurs ou les militants politiques qui dressèrent un parallèle saisissant entre Berlin 36 et Moscou 80. Nombreux furent ceux qui n'hésitèrent pas à identifier les « Jeux du goulag » aux « Jeux de la croix gammée » comme expression répétitive de la barbarie dictatoriale. Une organisation juive publia dans *Le Monde* une annonce qui établissait bien la parenté historique des deux manifestations olympiques : « *Berlin 36, l'indifférence dans la complicité. L'holocauste. Moscou 80, la complicité dans l'indifférence ?* »

De même, Jean Daniel, résumant en cela l'opinion des partisans du boycottage, écrivait : « *Le communisme est-ce le nazisme ? Non. L'Union soviétique a-t-elle des points communs avec l'Allemagne hitlérienne ? Certains. Les Jeux olympiques de Moscou annoncent-ils la guerre comme, en 1936, les Jeux de Berlin ? Qui peut l'exclure ? Pourrions-nous, enfin, regretter d'avoir participé à ces Jeux comme on a regretté d'avoir participé à ceux de Hitler ? Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, une fois encore réunis, le pensent.* »<sup>1</sup>

Il n'appartient pas à l'historien de se transformer en accusateur ou en avocat de la défense ; pourtant, force est de constater que Berlin 36 comme Moscou 80 furent l'occasion de tant d'ignominies qu'il est bien difficile d'analyser et d'évaluer avec

---

<sup>1</sup> Jean Daniel, « Berlin 36 – Moscou 80... », *Le Nouvel Observateur*, 28 janvier 1980.

rigueur et sérénité ces grandes compétitions olympiques qui se voulaient des « *rassemblements pacifiques entre les jeunesses du monde entier* ». Trois éléments de comparaison légitiment la continuité, la filiation pourrait-on même dire, entre Berlin 36 et Moscou 80.

### *Le sport et les États totalitaires*

Le premier, le plus évident, est que les deux Olympiades furent organisées par des États totalitaires qui conçurent leurs Jeux comme des opérations de prestige et de propagande. Dans un cas comme dans l'autre les Jeux olympiques furent utilisés comme paravent idéologique ou devanture diplomatique. Au moment même, en effet, où les pays organisateurs parlaient de « *paix olympique* » et d'entente entre les peuples, ils préparaient la guerre : la guerre d'annexion pour Allemagne hitlérienne, une guerre de « *pacification* » pour l'Union soviétique en Afghanistan. Au moment même où les responsables sportifs proclamaient leur « *volonté pacifique et fraternelle* », les polices politiques liquidaient les opposants, peuplaient les camps de concentration et étouffaient toute forme de résistance à la terreur nazie ou brejnévienne. Dans un cas comme dans l'autre les Jeux olympiques de Berlin 36 et de Moscou 80 recouvraient un climat de terreur, de chauvinisme et de militarisme<sup>2</sup>.

Le deuxième point de rapprochement est l'attitude du mouvement olympique et notamment du Comité international olympique (CIO), épaulé par toutes les bureaucraties sportives du monde. Au nom de l'« *apolitisme* », l'institution olympique cautionna en effet sciemment la manœuvre de propagande politique que constituait l'organisation des Jeux, tant pour l'Allemagne que pour l'URSS. En feignant d'ignorer les persécutions antisémites massives des chemises brunes et de la Gestapo, le CIO se rendit complice de l'État nazi ouvertement engagé

<sup>2</sup> Pour deux mises au point réalistes, voir Benoît Heimermann, *La Fin des Jeux olympiques*, Paris, Éditions Garnier, 1980 et Heinz-Egon Rösch, *Politik und Sport in Geschichte und Gegenwart*, Freiburg/Würzburg, Verlag Ploetz, 1980.

dans la spirale meurtrière qui devait déboucher sur le génocide. Et ce ne furent pas les laborieuses négociations avec les autorités national-socialistes sur le nombre d'athlètes juifs admis dans l'équipe du Reich qui grandirent le CIO. Celui-ci connaissait d'ailleurs parfaitement l'ampleur de la terreur raciste, condition qui aurait dû dessaisir immédiatement l'Allemagne de l'organisation des Jeux. Néanmoins, et malgré les très nombreuses protestations internationales et une campagne de boycott massive, notamment aux USA, le CIO maintint sa décision de confier au Reich l'organisation de la XI<sup>e</sup> Olympiade.

L'historien est donc bien obligé de constater que le pronostic de Coubertin, fondateur des Jeux olympiques modernes, qui n'eut pas un seul mot pour condamner les exactions d'Hitler, s'est globalement révélé prémonitoire. Voici en effet comment il évaluait l'olympisme :

*« L'olympisme est une grande machinerie silencieuse dont les rouages ne grincent pas et dont le mouvement ne s'arrête point malgré les poignées de sable que certains jettent sur elle avec autant de persévérance que d'insuccès pour tâcher d'entraver son fonctionnement. Quand l'heure vient pour le Comité international de prendre une décision, il la prend sans se préoccuper d'autre chose que du bien de l'institution dont les destins lui sont confiés, et il se trouve que l'événement lui donne raison et que la route choisie par lui était précisément la meilleure. C'est de la sorte qu'ont été franchies les différentes étapes de la restauration olympique et que le monde moderne s'est vu convié à des solennités quadriennales qui, de plus en plus, évoquaient l'antique idéal hellénique. »<sup>3</sup>*

De même, en 1980, après la décision du président américain Carter de boycotter les Jeux de Moscou pour punir le Kremlin de l'invasion de l'Afghanistan, le CIO se transforma en courtier de l'URSS. Il ferma les yeux sur le fait que le pays organisateur était en guerre ouverte contre un petit peuple défendant son indépendance. Il admit sans sourciller que Andreï Sakharov et

<sup>3</sup> Pierre de Coubertin, « La victoire de l'olympisme » (1920), in *L'Idée olympique. Discours et essais*, édité par le Carl Diem Institut, Schorndorf bei Stuttgart, Verlag Karl Hofmann, 1967, p. 80.

des centaines de dissidents fussent déportés au nom du grand nettoyage pré-olympique<sup>4</sup>. Il ne fit pas le moindre geste pour demander que les prisonniers d'opinion soient libérés ou puissent émigrer dans le pays de leur choix. Il ne broncha même pas lorsque les autorités soviétiques décidèrent de transformer le village olympique en forteresse et d'éloigner de Moscou une bonne partie des adolescents pendant la durée des Jeux. Il est vrai que les nazis avaient fait beaucoup mieux en déportant carrément dans les camps tous ceux qui pouvaient troubler les Jeux olympiques.

### *Les mouvements de boycott des Jeux*

La troisième donnée historique qui permet de faire un parallèle entre Berlin 1936 et Moscou 1980 est que, dans un cas comme dans l'autre, les Jeux furent durement attaqués par de vastes campagnes de boycott. En 1936, les organisations juives, le mouvement ouvrier international et plusieurs associations démocratiques et humanitaires appelèrent à boycotter les Jeux du Reich. Pétitions, manifestations, rassemblements internationaux ponctuèrent cette campagne antifasciste essentiellement animée au départ par des organisations américaines.

Aujourd'hui, tous les idéologues de l'olympisme, conscients de la portée politique des Jeux de Berlin, soutiennent que le boycott n'aurait en rien entravé l'ascension du nazisme et prétendent même que l'« *humanisme olympique* » avait permis de s'« *opposer* » au rouleau compresseur hitlérien. Ils oublient que la résistance à l'Europe noire commença par être un refus de la complicité morale avec la terreur, un refus surtout de sacrifier la dignité humaine à des médailles olympiques. Il n'est pas certain, par ailleurs, qu'un boycott effectif de la part des nations occidentales n'eût pas terni l'image de marque du régime nazi qui sortit bien évidemment renforcé sur la scène internationale par le succès de l'organisation des Jeux et surtout le nombre

<sup>4</sup> Sur cette question, cf. les numéros 3, 4, 5 et 6 de la revue *Alternative* (1980), Paris, François Maspero, ainsi que les numéros 12/13, 14, 15, 16 et 17/18 de *Quel Corps ?*, 1979-1981.

de médailles obtenues par les athlètes allemands. Il n'est pas dit non plus que le refus de pactiser avec le national-socialisme n'eût pas accéléré, en Europe particulièrement, la prise de conscience du danger de guerre et de la nécessité de faire barrage à l'« ordre nouveau ».

Pour Moscou 80, plusieurs campagnes de boycott, mues par des motivations différentes voire contradictoires, alertèrent l'opinion publique internationale sur le scandale des « Jeux du goulag ». La première, lancée dès octobre 1978 par la revue *Quel Corps ?* puis officiellement par le COBOM (Comité pour le boycott des Olympiades de Moscou)<sup>5</sup> en février 1979, donc bien avant le geste du président Carter, était d'inspiration marxiste révolutionnaire et reposait surtout sur la défense des prisonniers politiques en URSS et le respect des libertés démocratiques et des droits de l'homme. Elle fut ensuite relayée, de manière plus large, par un vaste mouvement démocratique libéral associant les noms de Jean-Paul Sartre, Raymond Aron, Jacques Julliard, Emmanuel Leroy Ladurie, Marek Halter, Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, etc. Puis vint la campagne, essentiellement anticommuniste, de l'extrême droite comprenant des anciens de l'OAS, un ancien champion olympique, le cavalier Jonquères d'Oriola et quelques dirigeants nationalistes français. Elle fut sans lendemain. La dernière, la plus importante parce qu'appuyée par de grandes nations occidentales, fut lancée par le président Carter après l'invasion de l'Afghanistan. Elle fut surtout menée au nom de considérations politico-militaires d'où les droits de l'homme furent, en réalité, absents, ainsi d'ailleurs que les strictes considérations d'efficacité. Il était bien évident, en effet, et ce fut le point fort des partisans inconditionnels des Jeux de Moscou, qu'il y avait quelque inconséquence à boycotter les Jeux sans rompre au minimum les relations diplomatiques ou commerciales avec l'URSS. Le sport faisait ainsi figure de martyr de la politique. « *L'olympisme pris en otage de la politique* » titrèrent plusieurs

---

<sup>5</sup> *Quel Corps ?*, 28 avenue Herbillon, 94160 Saint-Mandé. COBOM, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, qui a publié plusieurs tracts, affiches et brochures.

journaux, non sans raison. En effet, la coexistence pacifique entre les deux superpuissances ne pouvait souffrir un face à face, une confrontation directe. Aussi les dirigeants américains, au nom de leurs intérêts bien compris, choisirent-ils une guerre olympique plutôt symbolique, qui ne pouvait en rien amener les Soviétiques à freiner leur expansionnisme ou leurs mesures répressives à l'encontre des dissidents.

Les forces prosoviétiques européennes, quant à elles, mirent constamment en balance les droits des sportifs et les droits de l'homme. Les partis communistes européens, à quelques nuances près, prirent appui sur le conservatisme des organisations sportives en flattant leurs intérêts corporatistes pour défendre les « *Jeux du socialisme pacifique* » et la « *Paix de l'Idée olympique* ». Le chef du parti communiste ouest-allemand par exemple dira que le vainqueur des Jeux de Moscou avait été l'« *Idée olympique* »<sup>6</sup>.

Quant à l'attitude du Parti socialiste français, elle fut double : d'un côté, il prétendit défendre les grands principes du droit et de la liberté alors que, dans les faits, il s'aligna sur le mouvement olympique et les amis de l'URSS. Jean Glavany, chef de cabinet de François Mitterrand pour les affaires sportives et responsable de la commission Sports-Loisirs du parti socialiste, condamnant le boycott des Jeux de Moscou, opposa la cause des sportifs professionnels à la lutte pour la liberté des peuples. Se joignant à tous les « compagnons de route » du « socialisme réellement existant », il privilégia la « liberté » de courir, de sauter et de nager au détriment des libertés publiques écrasées par une bureaucratie totalitaire :

*« On a empêché les sportifs d'être libres. On leur a tendu un piège socialement insupportable. Ils se sont sacrifiés pendant des années pour préparer cette compétition d'ampleur internationale, dont le prestige est incontestable, puis on les a empêchés autoritairement de recueillir les fruits de cet effort [...]. Les sportifs étaient bien évidemment des otages et nous avons lutté, nous les*

<sup>6</sup> Voir Günter Hänsel, Dieter Döpke et Henner Michels, *Das Fiasko eines Boykotts, Olympia in Moskau*, UZ aktuell, Neuss, Verlag Plambeck und Co, 1981.

*socialistes, contre l'entreprise de boycott que nous considérons comme une entreprise d'atteinte à la liberté des sportifs qui vaut tout autant que celle des autres citoyens du monde. »<sup>7</sup>*

Moins d'un demi-siècle après les Jeux de Berlin, le parti socialiste et tous les réalistes de la diplomatie du compromis avec les dictatures reprenaient l'argumentation avancée par les responsables olympiques de 1936, Brundage et Lewald en tête : on n'a pas le droit de brimer les sportifs, l'olympisme doit rester au-dessus des conflits politiques, l'essentiel est de « participer ». Au nom de la « liberté du sport », on acceptait donc d'entériner purement et simplement l'entreprise de propagande du totalitarisme soviétique.

### *Berlin 1936 et l'idéologie olympique*

La quasi-totalité des « *fabuleuses histoires de l'olympisme* »<sup>8</sup> sont incapables de situer correctement la place des Jeux de Berlin 36 dans le développement historique de l'olympisme. Le schéma le plus courant consiste à présenter les Jeux nazis comme une regrettable « *déviaton* » ou une monstrueuse « *déformation* » de l'Idéal olympique que l'on cherche ainsi à préserver des contaminations de ce bas-monde politique. On oublie cependant que les Jeux de Berlin furent le résultat d'une chaîne de connivences. Dans un monde déchiré par les contradictions de classes, d'États et de nationalités, l'olympisme s'est en effet mis immédiatement à fonctionner comme idéologie positiviste de stabilisation de l'ordre existant<sup>9</sup>. Charriant des valeurs particulièrement réactionnaires, l'olympisme ne pouvait pas ne pas rencontrer le fascisme. De fait, le mouvement olympique, en Allemagne nazie notamment, se plia avec une extraordinaire ductilité aux exigences du fascisme et lui servit d'alibi. En tant qu'apologie de la force virile, de la compétition, du combat, de l'inégalité physique,

<sup>7</sup> Jean Glavany, *Sport et socialisme*, Paris, Albatros, 1981, p. 155 et 156.

<sup>8</sup> Voir notamment Guy Lagorce et Robert Parienté, *La Fabuleuse Histoire des Jeux olympiques*, Paris, ODIL, 1972.

<sup>9</sup> Cf. le livre remarquable de Ulrike Prokop, *Soziologie der Olympischen Spiele, Sport und Kapitalismus*, Munich, Carl Hanser Verlag, 1971.

du nationalisme exacerbé, du drapeau, voire de la race, l'olympisme devait naturellement confluer vers son stade suprême. Comment, en effet, ne pas être frappé par les profondes similitudes idéologiques entre le fascisme et l'olympisme à la lecture, par exemple, de ces phrases de Coubertin : « *La première caractéristique essentielle de l'olympisme ancien aussi bien que de l'olympisme moderne, c'est d'être une religion. En ciselant son corps par l'exercice comme le fait un sculpteur d'une statue, l'athlète antique honorait les dieux. En faisant de même, l'athlète moderne exalte sa patrie, sa race, son drapeau.* »<sup>10</sup>

Paroles éloquentes qui, prononcées à Berlin même, ne pouvaient que rencontrer l'approbation totale des nazis qui, eux aussi, exaltaient, à leur manière, la patrie allemande, la race aryenne et le drapeau à croix gammée. Coubertin ira même, en s'inspirant de l'Antiquité hellénique, jusqu'à transposer l'idéologie belliciste nazie (ou mussolinienne) de l'homme fort, du guerrier « rebronzé » et volontaire, en mystique de « *l'adulte mâle individuel* », le « *véritable héros olympique* »<sup>11</sup>. « *Dans l'Antiquité grecque, écrit-il encore, l'Altis même était comme le sanctuaire réservé au seul athlète, consacré, purifié, admis aux épreuves principales et devenu ainsi une sorte de prêtre, d'officiant de la religion musculaire. De même, je conçois l'olympisme moderne comme constitué en son centre par une sorte d'Altis morale, de Burg sacré où sont réunis pour affronter leurs forces les concurrents des sports virils par excellence, des sports qui visent la défense de l'homme et sa maîtrise sur lui-même, sur le péril, sur les éléments, sur l'animal, sur la vie.* »<sup>12</sup>

On conçoit que ce vitalisme primaire ait pu séduire les nazis et leurs idéologues. Carl Diem, le maître d'œuvre des Jeux de Berlin, ne s'était d'ailleurs pas trompé sur la signification politique de ces propos puisqu'il les transposa aussitôt, en pleine occupation allemande à Paris, en discours national-socialiste :

<sup>10</sup> Pierre de Coubertin, « Les assises philosophiques de l'olympisme moderne », message radiodiffusé de Berlin le 4 août 1935, in *L'Idée olympique*, op. cit., p. 129.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 132.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 132.

« L'effort olympique, écrit-il, est né dans un monde à l'esprit guerrier et il ne peut donc rester étranger à une époque où les peuples défendent leurs droits vitaux les armes à la main [...]. À l'époque moderne revit cet esprit militaire des Jeux olympiques. Coubertin, leur rénovateur, avait du sang de soldat dans les veines. Il abhorrait le pacifisme et toute nébuleuse utopie de paix. Ses œuvres pédagogiques, historiques, politiques nous montrent un caractère intrépide, celui du véritable guerrier. »

On comprend alors pourquoi Diem et les nazis ont naturellement revendiqué le droit de l'Allemagne nouvelle à réaliser l'idéal olympique de Coubertin :

« Telle est la mission des Jeux olympiques, conclut Diem en 1943, mission européenne, tâche que la vieille Europe n'a pas su résoudre et dont la réalisation est réservée à la nouvelle Europe. Nous nous permettons de penser, nous autres Allemands, de cette nouvelle Europe qu'elle sera une Europe où régneront la paix, la liberté, l'amitié, bref le vrai terrain pour les futurs Jeux olympiques. Dans cette Europe les peuples auront une forte conscience nationale et un sentiment non moins fort de leur communauté et de leur responsabilité, donc une idéale combinaison d'idéaux nationaux. Les Jeux seront alors, pour ceux qui y participeront, une manifestation de l'impérissable et juvénile énergie de leur propre peuple, sous le signe de cette flamme olympique que chaque génération passe à la suivante [...]. Comme l'a exprimé notre Führer, Adolf Hitler, à l'occasion des Jeux olympiques de Berlin : "Puisse la flamme olympique ne jamais s'éteindre." »<sup>13</sup>

### *Les Jeux de 1936 dans l'histoire du sport*

Aujourd'hui encore, et c'est là tout l'intérêt d'une étude sur Berlin 36, les idéologues sportifs ne veulent pas reconnaître que les Jeux nazis furent le crime historique de l'olympisme, la faute impardonnable du CIO. Les historiens du sport minimisent en effet, banalisent, occultent même complètement la célébration

<sup>13</sup> Carl Diem, *L'Idée olympique dans la Nouvelle Europe*, Berlin W8, Institut Terramare, 1943, p. 6, 53 et 54.

hitlérienne du muscle et de la sueur mise en images par Leni Riefenstahl dans son film *Les Dieux du stade*, et ne retiennent que la parfaite organisation des Jeux, l'impeccable discipline allemande et le niveau exceptionnel des concours dominés par le noir américain Jesse Owens, héros malgré lui de ces Jeux racistes. Les Jeux de Berlin se réduisent alors dans les chroniques de l'olympisme à quelques anecdotes dont la plus célèbre attribue au Führer le refus de serrer la main du grand champion américain. Les historiens les plus sérieux du sport (ils ne sont pas nombreux) accréditent, eux aussi, la thèse de la parenthèse berlinoise de l'olympisme qui aurait été dévoyé par de mauvaises mains. Marie-Thérèse Eyquem écrit par exemple :

« Coubertin ne reniera jamais la symphonie olympique malgré les fausses notes de Berlin. Aucune œuvre humaine n'est parfaite, ni même les œuvres qui se croient divines. L'Église a eu ses hérésies, ses schismes, son inquisition. »<sup>14</sup>

En clair, l'olympisme aurait subi, bien malgré lui, des « déviations regrettables », qui n'auraient altéré en rien la beauté éternelle de la symphonie pastorale olympique faite de bergers grecs, d'agneaux français et de loups allemands... Toujours dans le thème de l'incident de parcours malheureux, Yves-Pierre Boulongne, biographe de Coubertin, affirme, pour justifier celui-ci : « Seule ombre, son incompréhension de la montée de l'hitlérisme, l'Allemagne étant pour lui, sous l'influence de Carl Diem, un des berceaux du néo-olympisme. »<sup>15</sup>

Boulongne finit pourtant par reconnaître, tellement les positions de Coubertin sont accablantes, que celui-ci « par Diem interposé, fut circonvenu par les nazis. Diem en effet, commis voyageur de l'olympisme à la manière hitlérienne, va n'avoir de cesse qu'il n'arrache à Coubertin des paroles d'acquiescement à la politique sportive du Führer. Il n'y parviendra pas explicitement, mais Coubertin donnera cependant des gages à l'Allemagne hitlérienne : parce qu'elle poursuit les fouilles d'Olympie, parce qu'elle développe

<sup>14</sup> Marie-Thérèse Eyquem, *Pierre de Coubertin, l'épopée olympique*, Paris, Calmann-Lévy, 1966, p. 281.

<sup>15</sup> Yves-Pierre Boulongne, *La Vie et l'œuvre pédagogique de Pierre de Coubertin*, Ottawa, Éditions Léméac, 1975, p. 29.

*le sport dans la jeunesse, parce qu'elle promet, alors que la France officielle boude, de continuer à faire paraître à Berlin la revue olympique.* »<sup>16</sup>

D'autres idéologues continuent de nier que les festivités olympiques organisées et contrôlées par les appareils de l'État hitlérien furent les coulisses où se joua la tragédie des syndicalistes ouvriers, des militants communistes et socialistes, des démocrates, des Juifs et des intellectuels progressistes allemands, qu'elles furent aussi une étape décisive dans le renforcement de l'insolence militaire et de l'assurance diplomatique du III<sup>e</sup> Reich capable de tant d'exploits sportifs et technologiques. Auteur d'un essai réactionnaire sur l'olympisme, Helmut Schelsky par exemple regrette que « *dans l'opinion publique internationale, et notamment en République fédérale allemande, règne aujourd'hui la conviction que les Jeux olympiques de Berlin 1936 ont été une falsification et une exploitation machiavéliques des Jeux au profit du système nationaliste. Je considère, ajoute-t-il, que ce jugement, même s'il se comprend politiquement, est fondamentalement faux.* »<sup>17</sup>

Cette dénégation du caractère propagandiste de la fête olympique nazie joue aujourd'hui, grosso modo, le même rôle dans l'historiographie du sport et des Jeux olympiques que la banalisation ou la scotomisation du génocide du peuple juif dans une certaine histoire « révisionniste » contemporaine, en France comme en Allemagne.

Les Jeux de Berlin 1936 ne furent pas pourtant une « bavure » regrettable dans la glorieuse histoire de l'olympisme, mais bel et bien le résultat de la rencontre de deux expansionnismes : celui de l'impérialisme hitlérien en quête de prestige et de reconnaissance internationale, et celui du mouvement olympique cherchant

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 192. Sur l'attitude de Coubertin vis-à-vis des Jeux de Berlin, voir Friedrich Bohlen, *Die XI. Olympischen Spiele, Berlin 1936*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1979, p. 42 et suiv.

<sup>17</sup> Helmut Schelsky, *Friede auf Zeit. Die Zukunft der Olympischen Spiele*, Osnabrück, 1973, p. 40. Pour des exemples de banalisation du rôle politique réactionnaire des Jeux olympiques, voir deux ouvrages inspirés par l'idéologie sportive des pays de l'Est : Hans-Jürgen Schulke, *Die Zukunft der Olympischen Spiele*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1976 et Andrzej Wohl, *Soziologie des Sports*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1981.

## GENÈSE D'UNE FORFAITURE

« Nous ne savons pas quand la cloche olympique nous appellera de nouveau et ce n'est pas le lieu de nous le demander. En tout cas, l'époque nouvelle, après la guerre, exigera une nouvelle structure olympique, mais les principes établis par Coubertin y conserveront leur immuable valeur ! Et celui-ci, entre autres : pureté des intentions, au service du peuple et de la patrie. Alors, comme il est dit dans la formule finale des Jeux : "Le flambeau olympique poursuivra sa course à travers les âges pour le bien d'une humanité toujours plus ardente, plus courageuse et plus pure". Ou, comme l'a expliqué notre Führer, Adolf Hitler, à l'occasion des Jeux olympiques de Berlin : "Puisse la flamme olympique ne jamais s'éteindre". »<sup>1</sup>

Aujourd'hui encore certains historiens s'étonnent que le Comité international olympique ait pu maintenir les Jeux de 1936 à Berlin où « *l'Idéal olympique* » risquait fort d'être « *défiguré* » par le national-socialisme.

Comment ne pas voir pourtant la conjonction d'intentions et d'intérêts entre le mouvement olympique et les grandes puissances impérialistes. Et en ce domaine, il n'y a de hasard qu'en apparence. L'attribution des grandes épreuves sportives par les fédérations sportives internationales obéit en effet toujours à la logique

---

<sup>1</sup> Carl Diem, *L'Idée olympique dans la nouvelle Europe*, édité par les soins des services de propagande de l'armée d'occupation allemande à Paris, Berlin W8, Institut Terramare, 1943, p. 54. Il est intéressant de jeter un coup d'œil sur les productions de Diem pendant la période nazie. Publiés dans des revues fascistes telles que *Das Reich*, *NS-Sport*, *Der Angriff*, ou *Reichssportblatt*, ses articles vont toujours dans le sens de l'apologie de la guerre, du héros, de la patrie, du combat et de l'hygiène sportive. Voir *Bibliographie Carl Diem*, Carl-Diem Institut, Schorndorf bei Stuttgart, Verlag Karl Hofmann, 1968.

du plus fort. Elle se conforme aux stratégies dominantes des puissances hégémoniques et aux rapports de force établis. Est-ce un hasard si l'Italie mussolinienne organise les championnats du monde de football en 1934, si l'Argentine fasciste de Videla obtient le Mondial en 1978 ? Est-ce un hasard si les Jeux olympiques de 1948 sont confiés à Londres, la puissance victorieuse de l'Allemagne nazie, si ceux de 1952, en pleine guerre froide, sont confiés à Helsinki où l'URSS fait son apparition dans le concert olympique ? Si ceux enfin de 1980 sont attribués à Moscou dans le cadre de l'idylle provisoire entre les super-grands... ?

### *La vocation olympique de l'Allemagne*

Le choix de l'Allemagne pour 1936 s'explique donc aisément et, à certains égards même, l'Allemagne fasciste était mieux préparée que d'autres nations à recevoir la charge d'organiser les Jeux de 1936. Ceux-ci, loin d'être une « déviation » de l'olympisme comme le prétendent la quasi-totalité des idéologues sportifs, furent sa consécration, voulue et organisée en totale collaboration par l'appareil olympique international et l'État national-socialiste. Et contrairement aux explications embarrassées de certains historiens de l'olympisme qui déplorent cette « regrettable erreur d'attribution », trois raisons au moins permettent de comprendre pourquoi la dictature hitlérienne organisa finalement les Jeux de 1936.

La première est d'ordre historique. Depuis très longtemps les responsables sportifs allemands souhaitaient participer à part entière au mouvement olympique. Un homme cependant joua un rôle décisif dans cette promotion olympique de l'Allemagne. Il s'agit de Theodor Lewald<sup>2</sup> qui était entré en contact avec le mouvement olympique en 1900 à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris. Lorsqu'en 1904 les Jeux de Saint-Louis combinèrent à nouveau sport et exposition commerciale, Lewald était déjà Commissaire du Reich. En tant que directeur

---

<sup>2</sup> Cf. Arnd Krüger, *Theodor Lewald, Sportführer ins Dritte Reich*, Berlin, Bartels und Wernitz Verlag, 1975.

de cabinet au ministère de l'Intérieur, il s'occupa activement de trouver les moyens financiers pour l'organisation des Jeux de 1916 qui devaient se dérouler à Berlin et qui, pour des raisons évidentes, n'eurent pas lieu. En 1919, il devint président de la commission du Reich pour les exercices physiques, poste qu'il gardera jusqu'en 1933. En 1924, alors que l'Allemagne, du fait des conséquences de la guerre, était encore privée du droit de participer aux Jeux de Paris, Lewald fut admis au Comité international olympique sur proposition de Coubertin et élu à son comité exécutif en 1926. Le rêve de Lewald d'organiser les Jeux olympiques dans son pays commençait ainsi à prendre corps.

En 1930, à Berlin, se tint du 22 au 30 mai la 28<sup>e</sup> session du CIO associée à un congrès olympique essentiellement consacré à la question de « l'amateurisme », éternel serpent de mer de l'olympisme. Impressionnés par la capacité d'organisation des Allemands et par l'accueil princier qui leur fut consenti, les membres du CIO émirent un avis favorable pour l'attribution des XI<sup>e</sup> Jeux olympiques à Berlin. Malgré la crise économique mondiale et quelques voix discordantes, avant tout au sein du mouvement sportif ouvrier et du mouvement gymnique (*Turnerschaft*) très nationaliste, une forte équipe allemande se rendit aux Jeux de Los Angeles en 1932. Le financement du voyage fut assuré par l'industrie allemande grâce aux bonnes relations que Lewald entretenait avec elle. D'ailleurs les milieux capitalistes allemands ne s'étaient pas mépris sur les bénéfices économiques du sport-spectacle. C'est ainsi que la Chambre d'industrie et du commerce de Berlin déclara dans une résolution : « *Nous croyons que les Jeux [ceux de 1936] contribueront à faire fructifier et à stimuler toute la vie économique allemande et seront avantageux pendant des années, non seulement pour Berlin mais aussi pour toutes les villes allemandes concernées par le flux des touristes. Il s'agit d'une manifestation unique, éminemment favorable à la vie culturelle et économique allemande.* »<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Cité par Arnd Krüger, *Die Olympischen Spiele 1936 und die Weltmeinung*, Berlin, Bartels und Wernitz Verlag, 1972, p. 30.

Tout le monde avait donc intérêt en Allemagne à organiser la XI<sup>e</sup> Olympiade. Dès Los Angeles en 1932, le comte Baillet-Latour, président du CIO, s'adressa à Karl Ritter von Halt, membre allemand du Comité international olympique, et lui demanda de s'enquérir auprès de Hitler sur les intentions des nationaux-socialistes vis-à-vis des Jeux qui venaient d'être attribués en 1931 à Berlin. Hitler fit savoir que les élections l'occupaient beaucoup mais qu'il considérait avec grand intérêt la question du bon déroulement des Jeux. Ainsi plus rien ne s'opposait à la tenue des festivités olympiques en Allemagne. Le 11 novembre 1932, le Comité olympique allemand avec Lewald à sa tête prit les dernières mesures pour mettre sur pied un comité d'organisation. Celui-ci fut créé le 24 janvier 1933, soit six jours avant la prise du pouvoir par Hitler.

### *Les exercices physiques et l'idéologie nationaliste*

La deuxième raison qui explique l'attribution des Jeux de 1936 à l'Allemagne est que celle-ci était, plus encore que la France, une terre d'élection pour les exercices physiques conçus comme moyen de fortifier la « race » et d'augmenter la cohésion nationale, toutes choses qui enchantaient les dignitaires olympiques, Coubertin en tête, lui qui avait rêvé toute sa vie de « *rebronzer la France* ». En se fixant à Berlin en plein nazisme, les Jeux olympiques rejoignaient en fait leur lieu idéologique naturel : le culte de la virilité guerrière, la stigmatisation des « *chétifs* » et des « *malingres* », la haine des intellectuels, l'apologie de la force brutale, le sexisme et le racisme. Les Jeux, comme le dira Coubertin, sont faits pour « *l'adulte mâle individuel* ». Or, le sport en Allemagne développait précisément à un degré élevé toutes ces qualités de l'« *homme allemand nouveau* ». Un exemple parmi d'autres permet de prendre la mesure de la fascisation du sport sous le III<sup>e</sup> Reich : la préparation olympique devait, selon la revue *Olympia*, « *familiariser nos jeunes sportifs avec nos idées national-socialistes. L'esprit qui anime le combattant pour l'Idée de notre Führer doit devenir le bien commun de chaque sportif et gymnaste. Ces jeunes sportifs*

*devraient [...] prendre pour exemple le combattant en uniforme d'honneur brun. L'esprit de lutte, la volonté inébranlable de victoire et la mise en jeu résolue de sa propre personne sont les trois facteurs les plus précieux du combattant pour l'Idée de notre Führer Adolf Hitler. Et ces qualités précieuses doivent également devenir et rester le bien commun des gymnastes et sportifs allemands.* »<sup>4</sup>

Il existait au sein du NSDAP et des organisations affiliées trois sensibilités ou inspirations à propos du sport et des exercices physiques. La première, pragmatique, provenait de la « *Sturmabteilung* » (SA) et consistait essentiellement à valoriser les sports de combat et les exercices militaires, réels ou simulés. La boxe, mais aussi les exercices de tir, de lancer de grenades, les marches forcées et les manœuvres en plein air étaient les distractions préférées de ces « surhommes ». En outre, une haine forcenée des Alliés et du traité de Versailles caractérisait l'idéologie de ce mouvement d'hommes de main, repaire de déclassés et demi-soldes, de *lumpens* et d'aigris assoiffés de revanche ou, comme le dira Wilhelm Reich, de « *petits hommes refoulés* ».

L'idéologue nazi des sports, Bruno Malitz, écrivait, dès 1933, pour décrier les Français, les Belges, les Pollacks (*sic*) et les nègres juifs (*sic*), que le sport libéral, animé par la compréhension entre les peuples, conduisait en fait à la dissolution de l'âme allemande. Et, bien entendu, les dissolvants principaux ne pouvaient être que les Juifs : « *Le sport et les exercices physiques créent des valeurs corporelles, spirituelles et intellectuelles. Le Juif essaye de s'emparer de toutes les choses qui créent de la valeur parce qu'il anéantit et détruit. C'est ainsi qu'il aspirait aussi, pour le malheur du peuple allemand, à la direction du sport [...]. La doctrine juive dissout la force du peuple [...]. Le national-socialisme lutte contre*

<sup>4</sup> Fritz Mildner, « Deutschland und die Olympischen Spiele Berlin 1936 », in *Olympia 1936 und die Leibesübungen im nationalsozialistischen Staat*, Berlin, 1936, p. 36. Voir également, Gernot Friese, *Anspruch und Wirklichkeit des Sports im Nationalsozialismus*, Ahrensburg bei Hamburg, Verlag Ingrid Czwalina, 1974. Et Hajo Bernett, *Nationalsozialistische Leibeserziehung*, Schorndorf bei Stuttgart, Verlag Karl Hofmann, 1966.

*la juiverie dissolvante et efféminée [...]. Les dirigeants sportifs juifs et ceux qui sont contaminés par le judaïsme, les pacifistes et les réconciliateurs des peuples [...], n'ont pas de place dans la patrie allemande. Ils sont pires que le choléra, la tuberculose, la syphilis, pires que les hordes incendiaires des Kalmouks, pires que l'incendie, la famine, l'inondation, les grandes sécheresses, pires que les invasions de sauterelles, les gaz asphyxiants, pires que tout cela car ces éléments-là ne détruisent que des Allemands alors que les Juifs anéantissent l'Allemagne même. »<sup>5</sup>*

En 1932, le journal nazi le *Völkischer Beobachter* écrivait :

*« Les nègres n'ont rien à faire aux Olympiades. [...] On peut malheureusement constater de nos jours que des hommes libres doivent souvent disputer la palme de la victoire à des noirs esclaves, à des nègres. C'est une honte et un avilissement sans pareil de l'esprit olympique et les anciens Grecs se retourneraient sûrement dans leurs tombes s'ils savaient ce que les hommes modernes ont fait de leurs jeux nationaux sacrés. [...] Les prochains Jeux olympiques auront lieu en 1936 à Berlin. Nous espérons que les responsables sauront faire leur devoir. Les noirs doivent être exclus. Nous l'escomptons. »<sup>6</sup>*

Le ton était donné et il était difficile aux défenseurs du sport pur, noble et désintéressé de l'ignorer. Racisme, esprit de lutte et de revanche, haine de la culture et de l'intelligence, intolérance envers les minorités, antisémitisme, culte de la violence physique, militarisation à outrance et préparation guerrière étaient les traits dominants du sport conçu par les SA.

### *Le sport et la militarisation*

La deuxième sensibilité était représentée par la *Turnerschaft*, le mouvement gymnique allemand, dont l'idéologie s'enracinait dans les représentations nationales-populistes du XIX<sup>e</sup> siècle (germanité, tradition, santé, hygiène, etc.). Ce mouvement

<sup>5</sup> Bruno Malitz, *Die Leibeserziehung in der national-sozialistischen Idee*, Munich, 1933, p. 43 et 45.

<sup>6</sup> *Völkischer Beobachter* du 19 août 1932.

allemand fut édifié à l'époque national-socialiste comme un élément essentiel de l'État raciste en exaltant l'« aryanisation » du peuple, la militarisation de la jeunesse et le « Führerprinzip ».

### *Les sympathies du CIO pour le régime nazi*

Une autre raison qui explique le maintien de l'attribution des Jeux à l'Allemagne est la complicité objective et subjective des dirigeants olympiques avec le nouveau régime. Coubertin, Sherrill, Brundage, Baillet-Latour, etc., sans être à proprement parler des nazis, furent tous néanmoins des admirateurs des hommes forts et des régimes musclés. Et tout le Comité international olympique, à une ou deux exceptions près, s'engagea ouvertement en faveur du maintien des Jeux en Allemagne nazie, tant pour des raisons sportives que pour des raisons politiques.

C'est à la 29<sup>e</sup> session du CIO, du 24 au 27 avril 1931 à Barcelone, que devait se décider l'attribution des XI<sup>e</sup> Jeux olympiques. Mais étant donné que seuls 19 membres sur 67 étaient présents il fut décidé de procéder à un vote par correspondance. Finalement Berlin fut choisi, le 13 mai 1931 à Lausanne, lorsque le vote fut dépouillé, par 43 suffrages contre 16 à Barcelone et 8 abstentions.

Après la prise du pouvoir par Hitler, le souci majeur des autorités sportives allemandes fut d'obtenir l'appui et la protection de la Chancellerie du Reich. Le 6 mars 1933, juste après que le NSDAP eut acquis avec le DNVP (Deutschnationale Volkspartei) la majorité absolue au Reichstag, Lewald, saisissant l'occasion favorable, écrivit au chef de la chancellerie pour le féliciter chaleureusement de sa « puissante victoire » et pour solliciter une entrevue avec Hitler afin de lui exposer « la signification des Jeux olympiques de 1936 ».

L'entrevue eut lieu le 16 mars. Carl Diem, alors secrétaire général du comité d'organisation, notera ultérieurement que « le Führer exprima son adhésion avec des paroles claires et enthousiastes ». Dans une notice destinée à la presse H. H. Lammers, chef de la chancellerie, souligna « le vif intérêt pour les Jeux olympiques » manifesté par Hitler qui considérait « le sport comme un

*moyen indispensable pour aguerrir la jeunesse* » et promit de « *favoriser à tous points de vue l'intérêt pour le sport en Allemagne* »<sup>11</sup>. Mais Lewald, prudent, envoya à Lammers le jour même de l'audience une lettre où il formula, en tant que président du Comité olympique allemand, toute une série de demandes :

- a) qu'Hitler veuille bien accepter la présidence d'honneur du Comité de patronage ;
- b) qu'il publie un appel à la jeunesse allemande ;
- c) que l'État garantisse les frais d'organisation pour un montant de 6 millions de Reichsmarks ;
- d) que le ministère de la propagande soutienne l'entreprise.

Pour terminer Lewald insista sur le fait que l'organisation des Jeux pouvait fournir à l'Allemagne un puissant moyen de prestige. Cette perspective ne pouvait que trouver un écho favorable auprès de Goebbels qui venait d'être nommé le 13 mars à la tête du ministère de la Propagande.

### *La question de la non-discrimination raciale*

Cette même année 1933, les premières campagnes de protestation contre les Jeux de Berlin commencèrent à prendre de l'ampleur. Le *New York Times* du 18 avril relevait que ces Jeux pouvaient être menacés à cause des mesures discriminatoires prises par les autorités allemandes contre les Juifs. Le *Times* du 18 avril, sous le titre « *L'idéal nazi dans le sport* », relevait un cas flagrant de discrimination à l'encontre du D<sup>r</sup> Prenn, l'un des meilleurs joueurs de tennis allemands qui, en tant que Juif de l'Est naturalisé, n'avait plus été sélectionné dans l'équipe de coupe Davis. Manifestement les nazis ne pouvaient pas supporter l'idée de battre l'équipe polonaise grâce à un « Juif de l'Est ».

Face aux menaces de plus en plus précises pesant sur le bon déroulement des Jeux, l'appareil olympique allemand et international se mit à développer une campagne d'apaisement. Carl

<sup>11</sup> Cité par Hajo Bernett, *Sportpolitik im Dritten Reich*, Schorndorf bei Stuttgart, Verlag Karl Hofmann, 1971, p. 39 et 40.

Diem affirma notamment que le Comité olympique allemand se tenait sur le terrain de la légalité olympique, qu'il respectait scrupuleusement l'Idée olympique, qu'il n'y aurait aucune discrimination et que tous les athlètes étrangers seraient les bienvenus en Allemagne<sup>12</sup>. Avery Brundage, responsable influent du mouvement sportif américain, s'efforça de dissiper les craintes d'Emmanuel Celler, membre de la chambre des Représentants et politicien juif influent de New York, qui reprochait au président du Comité olympique américain que les sportifs américains n'aient pas encore pris leurs distances vis-à-vis de l'Olympiade nazie. Brundage, conscient que le boycott pouvait constituer une menace réelle dès lors qu'était posée la question de la discrimination raciale, promit que les Jeux ne seraient jamais organisés dans un pays ne respectant pas les règles olympiques...

Au nom du Comité olympique allemand, qui suivait de très près les débats aux USA, Lewald s'empressa aussitôt d'écrire à Brundage en lui affirmant « *qu'il n'y aurait jamais la moindre discrimination* »<sup>13</sup>.

En fait, il y avait deux conceptions opposées de la non-discrimination. Les Américains et l'opinion publique internationale libérale estimaient que le principe de non-discrimination était valable pour les étrangers mais aussi, et surtout, pour les Allemands et ce, non seulement pendant la courte période des Jeux, mais aussi pour l'ensemble de la vie sociale, sportive et politique. Les Allemands, eux, considéraient que ce problème était « *une affaire intérieure* » et soutenaient même par la voix du Reichssportführer von Tschammer und Osten que « *le sport allemand est fait pour les Aryens. [...] La direction de la jeunesse allemande appartient tout entière aux Aryens et non pas aux Juifs.* »<sup>14</sup> En outre, la sélection dans l'équipe allemande n'était pas simplement une question de performances (dont les Allemands croyaient bien évidemment les Juifs incapables), mais

<sup>12</sup> Cf. *New York Times* du 19 avril 1933.

<sup>13</sup> *New York Times* du 1<sup>er</sup> mai 1933, du 6 mai 1933 et du 17 mai 1933.

<sup>14</sup> Hans Von Tschammer und Osten, déclaration à l'Associated Press, in *New York Times* du 9 mai 1933.

surtout une question de confiance politique. Les sportifs sélectionnés devaient être dignes de représenter le Reich.

Le lieu stratégique décisif pour le maintien des Jeux de Berlin restait donc le Comité international olympique qu'Hitler méprisait souverainement, traitant même ses membres de « *vieillards séniles* »<sup>15</sup>. C'est ce qui explique les nombreuses pressions exercées sur le Comité. Avant même la session de juin 1933 à Vienne qui devait être décisive, l'*American Jewish Congress* adressa un télégramme aux trois membres américains du CIO : le colonel William May Garland, de Los Angeles, Commodore Ernest Lee Jahncke, de New Orleans, et le général de brigade Charles Sherrill. Le télégramme soulignait que « *les discriminations à l'encontre des Juifs violent toutes les règles fondamentales de la sportivité* ». En conséquence il leur était demandé de constater que l'Allemagne actuelle ne pouvait organiser les Jeux de 1936.

D'un autre côté, Lewald mit tout son poids dans la balance afin d'obtenir l'accord définitif en faveur de la capitale du Reich. Déjà lors de la session de Barcelone du CIO en avril 1931 il était intervenu auprès de l'ancien ambassadeur allemand à Tokyo, afin que celui-ci fasse pression sur les deux membres japonais du CIO, Kano et Kischi, pour les inciter à voter en faveur de Berlin, pratique évidemment contraire aux règles olympiques<sup>16</sup>. C'est ce même Lewald qui publiera aussi à l'époque une déclaration du père fondateur de l'olympisme favorable à la tenue des Jeux en Allemagne. Lewald, comme Diem et tant d'autres, cherchaient donc à montrer que la légitimité idéologique suprême – Coubertin lui-même – s'était prononcée en faveur du déroulement des Jeux en Allemagne. On apprit ainsi que « *le fondateur des Jeux olympiques, le baron Coubertin, écrivait le 19 avril [1931] à son Excellence Lewald pour lui dire qu'il souhaitait qu'une belle olympiade fût organisée en 1936 par lui et ses collaborateurs, et qu'il serait heureux d'apprendre que le*

<sup>15</sup> Cité par Friedrich Bohlen, *Die XI. Olympischen Spiele, Berlin 1936*, Cologne, Pahl Rugenstein, 1979, p. 37.

<sup>16</sup> Voir Friedrich Bohlen, *op. cit.*, p. 18. Pratique qui deviendra ultérieurement très courante.

*Comité olympique à Barcelone fasse de la XI<sup>e</sup> Olympiade une olympiade allemande.* »<sup>17</sup>

Il faut dire que Coubertin, très attaché à la restauration de l'olympisme, considérait l'Allemagne comme une deuxième patrie pour son œuvre. Lui rendant explicitement hommage, il fera d'ailleurs de l'Allemagne l'exécutrice testamentaire de son œuvre. Dans une lettre consacrée à la fondation de l'Institut olympique international, datée du 16 mars 1937, il écrira : « *Je n'ai pas pu terminer ce que je devais accomplir. Ce qui me serait de beaucoup le plus précieux ce serait que l'on veuille bien en Allemagne, en souvenir des Jeux de la XI<sup>e</sup> Olympiade, créer un très modeste petit institut auquel je pourrais léguer tous mes papiers, documents, projets inachevés concernant l'ensemble de l'olympisme rénové, car ailleurs on ne prendrait guère d'intérêt à l'histoire de ce mouvement et il s'est publié déjà beaucoup d'erreurs et de faussetés à cet égard. Je crois qu'un centre d'études olympiques [...] aiderait plus que n'importe quoi au maintien et au progrès de mon œuvre et la préserverait des déviations que je redoute pour elle.* »<sup>18</sup>

Coubertin ne pouvait donc qu'approuver, dans son principe, le choix de la capitale du Reich. C'est ainsi que dans un texte daté du 29 janvier 1934<sup>19</sup>, il donnait un satisfecit à l'organisation olympique allemande :

« *Lorsqu'il y a dix ans j'appréciais les résultats obtenus au cours des Jeux de la VIII<sup>e</sup> Olympiade à Paris, je conclusais par ces mots : "Les Jeux olympiques sont la fête quadriennale du printemps humain" [...]. C'est avec un sentiment de satisfaction reconnaissante que je constate que le Comité d'organisation de la XI<sup>e</sup> Olympiade a fait sienne cette pensée et qu'il s'efforcera de la transformer en réalité. Ce ne sera pas seulement un saisissant instant dans l'histoire des Jeux, mais aussi de toute notre époque, lorsque les jeunes équipes de tous les peuples, unies sur un sentier sacré,*

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>18</sup> Cité par Carl Diem, *Weltgeschichte des Sports und der Leibeserziehung*, Stuttgart, Cotta Verlag, 1960, p. 1145.

<sup>19</sup> Ce texte a été publié dans *Olympia 1936 und die Leibesübungen im Nationalsozialistischen Staat*, Berlin, 1934.

*pénétreront sur le stade berlinois, sous les plis de leur étendard national.* »<sup>20</sup>

Non content de jouer le rôle de diplomate attitré de l'olympisme allemand, Lewald se transforma également en chantre du nationalisme allemand. C'est ainsi que le 4 avril 1933, trois jours après la journée de boycott des magasins juifs dans toute l'Allemagne, il se fit le porte-parole des revendications de la *Turnerschaft* et des groupes nationalistes allemands en demandant que fût mise à l'ordre du jour de la session de Vienne la question des nationalités minoritaires. Il proposait que les minorités nationales fussent autorisées à concourir en tant qu'entités sous le drapeau des États qui se sentaient une responsabilité particulière à leur égard. Cela signifiait par exemple que les Sudètes allemands ou les Prussiens occidentaux auraient bénéficié d'un statut particulier dans l'équipe tchèque ou dans l'équipe polonaise, ce qui, étant donné la sensibilité nationaliste allemande, aurait pu conduire à des incidents à Berlin. Pour justifier son initiative, Lewald fit remarquer qu'il existait des précédents célèbres. Les Finlandais par exemple avaient longtemps défilé sous le nom de Finlande au sein de l'équipe russe et la Bohême dans les rangs de l'Autriche-Hongrie. Baillet-Latour lui répondit cependant qu'une telle proposition n'avait aucune chance d'être retenue.

Par ailleurs Baillet-Latour ne se contenta pas des promesses, plus ou moins vagues, du Comité olympique allemand quant au respect de la Charte olympique. Dans une lettre du 3 mai 1933 adressée aux trois membres allemands du Comité international olympique (Theodor Lewald, Karl Ritter von Halt et Adolf Friedrich Herzog von Mecklenburg) il posa brutalement le problème :

« *Les mesures d'exception prises en Allemagne contre certains sportifs* [à noter ici la restriction : les mesures d'exception étaient

<sup>20</sup> Pierre de Coubertin, « *Ver sacrum* », CIO. C'est ce message manuscrit adressé au Comité d'organisation de la XI<sup>e</sup> Olympiade que les autorités sportives allemandes exploitèrent au maximum. Il va sans dire que les nazis ne pouvaient que se réjouir de voir Coubertin évoquer le « *sentier sacré* », l'« *étendard national* » et « *la fête quadriennale du printemps humain* », éléments qu'eux-mêmes développaient activement dans leur propagande en faveur des Jeux de Berlin.

prises contre tous les Juifs, qu'ils fussent sportifs ou non] ont provoqué dans les milieux sportifs des différents pays et dans les fédérations sportives internationales un mouvement de protestation [...]. C'est pourquoi il est important que vous apportiez la preuve à Vienne que le Comité olympique allemand en maintenant sa candidature pour Berlin est certain d'être soutenu par le peuple allemand [...]. Le gouvernement du Reich devrait pour sa part donner des garanties écrites qu'il ne s'opposera en rien au respect le plus scrupuleux des règles olympiques ».

Baillet-Latour demanda encore à ses collègues d'instruire Hitler des détails du protocole et des règles d'organisation, à savoir que « les Jeux sont attribués à une ville et non à un pays [...], qu'ils ne doivent revêtir aucun caractère politique, racial, national ou confessionnel [...], que le comité d'organisation est directement dépendant du CIO [...]. Si ces conditions ne devaient pas recevoir l'approbation du chancelier du Reich il serait préférable que la ville de Berlin retire sa candidature. »<sup>21</sup>

Une semaine plus tard Baillet-Latour récidiva et enjoignit aux trois membres allemands du CIO de faire comprendre une fois pour toutes au gouvernement du Reich qu'un changement radical d'attitude était nécessaire pour que les Jeux puissent se tenir à Berlin. Le duc de Mecklenburg reconnut dans sa réponse que « les principes fondamentaux du CIO étaient en fait en partie directement opposés aux conceptions actuelles des hommes d'État allemands ». Ritter von Halt fournit cependant une autre réponse. Membre du NSDAP, il commença par mettre en cause, vieille recette éprouvée, les journalistes étrangers qui cherchaient selon lui à donner une image négative de l'Allemagne nouvelle. Puis il éluda la question des garanties formelles quant à la non-discrimination :

« Étant donné que le président du Reich allemand, le Generalfeldmarschall Hindenburg et le chancelier Adolf Hitler se sont clairement prononcés en faveur de la tenue des Jeux olympiques à Berlin et ont fait connaître leur grand intérêt pour ces Jeux,

<sup>21</sup> Actes de la Chancellerie du Reich in archives fédérales de Coblenche, cité par Hajo Bernett, *Sportpolitik im Dritten Reich*, op. cit., p. 44.

*toutes les objections exprimées par un petit cercle d'adversaires de l'Olympiade ont été liquidées ; étant donné aussi la discipline qui règne actuellement en Allemagne il faut s'attendre à ce qu'elles ne se manifestent plus ».*

Ritter von Halt montrait ainsi qu'il ne tenait pas compte des avertissements de Baillet-Latour. Ce que celui-ci lui demandait en effet de manière précise ce n'était pas des assurances quant aux quelques opposants ultranationalistes aux Jeux olympiques (essentiellement la *Turnerschaft*), mais des garanties relatives au statut des Juifs allemands. Or, Ritter von Halt avait terminé sa lettre par une manœuvre dilatoire : « *On ne peut pas demander par écrit d'un chancelier du Reich d'une telle nation ce qu'il a déjà approuvé oralement.* »<sup>22</sup> Baillet-Latour répondit qu'il s'opposait fermement à des « *Jeux allemands* » et qu'il attendait des membres allemands du CIO qu'ils apportent à Vienne une « *réponse formelle* ». Il précisa aussi qu'il proposerait une autre ville pour les XI<sup>e</sup> Jeux olympiques au cas où cette réponse ne serait pas fournie par les autorités allemandes.

Sigfrid Edström, membre du CIO dont il deviendra ultérieurement le président, écrivit à Baillet-Latour le 8 mai 1933 pour le soutenir : « *Je suis heureux que vous ayez entrepris cette démarche résolue. À présent Monsieur Hitler peut décider s'il veut ou non obtenir les Jeux olympiques.* »<sup>23</sup>

### *Le CIO et le respect de la Charte olympique*

À la 31<sup>e</sup> session du CIO qui se tint à Vienne du 7 au 9 juin 1933, seuls 29 membres sur 59 étaient présents. Baillet-Latour fut élu président du CIO par 48 voix contre 1 au baron Godefroy de Blonay. Lord Burghley, futur marquis d'Exeter, fut élu vice-président, complétant ainsi la belle brochette d'aristocrates et de notables qui formaient l'essentiel de la direction olympique. La question de la discrimination raciale fut pourtant éludée par la majorité des présents. Seuls Baillet-Latour, Garland et Sherrill

<sup>22</sup> Cité par Arnd Krüger, *op. cit.*, p. 52.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 52 et 53.

Il est difficile d'imaginer complicité plus étroite avec un régime fasciste. Personne n'ignorait en effet, et les responsables olympiques moins que quiconque, que les nazis concevaient le sport comme une continuation de la politique par d'autres moyens. De plus, tout le monde savait que les Juifs restaient l'objet de persécutions non seulement dans le sport mais surtout dans la vie courante. Aussi fallait-il une bonne dose de cynisme ou d'inconscience pour se satisfaire de telles assurances. Par ailleurs, en n'acceptant que des garanties écrites du ministre de l'Intérieur du Reich, les dignitaires olympiques avouaient qu'ils avaient parfaitement compris que le sport était dirigé par l'instance politique suprême et qu'eux-mêmes traitaient de force politique à force politique avec un État, et non avec une ville.

Quoi qu'il en soit, le souci des autorités sportives allemandes après la session d'Athènes fut de crédibiliser leurs promesses. Le 18 juillet 1934 le Reichssportführer déclara ainsi que les clubs sportifs juifs étaient par principe autorisés ; il abolissait donc provisoirement – au moins sur le papier – les restrictions administratives locales. Diem, pour sa part, rassembla une documentation sur les activités sportives des clubs juifs afin de donner des justifications précises à l'opinion publique étrangère méfiante.

### *Les voyages et commissions d'enquête en Allemagne*

Il est vrai que les réticences étaient encore fortes à l'étranger. C'est ainsi que le Comité olympique américain, l'American Olympic Committee (AOC) refusa, à sa session du 4 juin 1934, d'accepter automatiquement l'invitation allemande. Il résolut même de dépêcher une « commission d'enquête » en Allemagne. Cette commission devait être composée du seul Brundage, à l'époque président de l'Amateur Athletic Union of the United States (AAU)

---

volume I, p. 261. Il est intéressant de remarquer que le CIO admet aujourd'hui qu'il avait été « berné » par les nazis, en particulier à propos de la notion de « non-Aryen » utilisée pour ne pas avoir à parler des Juifs. Que les non-Aryens aient le droit « de s'entraîner, de concourir et de participer » selon les déclarations de Baillet-Latour ne signifiait évidemment pas qu'il serait accordé aux Juifs !

et de l'AOC. Comme il devait se rendre en effet à Stockholm pour une réunion de la Fédération internationale d'athlétisme, il en profiterait pour visiter le Reich. Malgré les vives protestations relatives à la non-crédibilité d'un tel « comité à une tête », l'AOC maintint Brundage. Celui-ci, conservateur militant et admirateur de la conception nazie du sport, s'était toujours prononcé dans un sens favorable aux Jeux de Berlin. On imagine donc avec quelle impartialité il pouvait porter un jugement sur l'Allemagne. De fait, cette commission d'enquête fut une véritable caricature. Emmanuel Celler télégraphia à Brundage pour l'inciter à un examen objectif de la réalité: « *L'opinion américaine espère que vous ne vous prononcerez que lorsque vous connaîtrez tous les faits.* »<sup>29</sup> Un peu plus tard, à la tribune de la chambre des États-Unis, Celler soulignait une vérité tragique que la quasi-totalité des dirigeants sportifs refusaient pourtant de prendre en compte: « *Un Juif qui est tourné en dérision dans les rues simplement parce qu'il est Juif ne peut pas être acclamé dans l'arène parce qu'il est un champion.* »<sup>30</sup>

Brundage, au cours de son voyage de six jours dans le Reich, visita des installations sportives, quelques musées berlinois et Garmisch-Partenkirchen. Comme il ne parlait pas un mot d'allemand, il prit connaissance de diverses traductions de documents, qui, ainsi que le remarqua la presse américaine, n'étaient même pas diffusés publiquement en Allemagne ! Il eut également un entretien avec les responsables du sport juif qu'il invita à l'hôtel *Kaiserhof* de Berlin en présence du Reichssportführer von Tschammer und Osten. Brundage ne reçut donc que des réponses évasives de la part des dirigeants juifs pour qui le risque était grand de dire ouvertement la vérité. D'autre part, il apparut très vite qu'il ne cherchait qu'à prouver que les Juifs n'étaient pas plus discriminés en Allemagne que partout ailleurs. « *Les Juifs peuvent-ils adhérer aux associations sportives en Allemagne ?* » demanda-t-il à ses interlocuteurs. « *Oui, mais uniquement*

<sup>29</sup> *New York Times* du 26 août 1934.

<sup>30</sup> Intervention d'Emmanuel Celler du 12 septembre 1934, cité par Arthur D. Morse, *Pendant que six millions de Juifs mouraient*, Paris, Robert Laffont, 1968, chapitre IX, « L'Esprit olympique », p. 177.

aux associations juives » – « Dans mon club à Chicago, rétorqua alors Brundage, les Juifs ne sont pas admis non plus. »<sup>31</sup>

Sigfrid Edström, qui avait assisté à l'entretien, écrivit le 18 septembre 1934 à Baillet-Latour : « Brundage a rencontré en Allemagne un certain nombre de Juifs à la fois à titre officiel et officieux. Il a retiré [de ses conversations] une très bonne impression sur la façon dont les Juifs sont traités en Allemagne. »<sup>32</sup>

D'autre part, pour montrer la bonne volonté du gouvernement allemand désireux d'aplanir toutes les difficultés, Frick, pendant le séjour de Brundage à Berlin, informa von Tschammer und Osten et Lewald que les instructions données le 16 août 1934 aux membres du NSDAP par Rudolf Hess, instructions qui interdisaient toute relation avec les Juifs, ne s'appliquaient pas au domaine des sports<sup>33</sup>.

Brundage pouvait donc être satisfait des « résultats » de son enquête. Dès son retour aux USA, il affirma que « les Juifs allemands étaient satisfaits de leur sort d'un point de vue sportif »<sup>34</sup>. Aussi, le Comité olympique américain, qui n'en demandait même pas tant pour être convaincu, décida à l'unanimité d'accepter l'invitation allemande aux Jeux de Berlin. Brundage, qui avait réussi à faire basculer le choix du côté du « bon sens », annonçait le 27 septembre 1934 que les États-Unis iraient à Berlin.

Le secrétaire de l'AOC, Frederick W. Rubien, fut lui aussi convaincu par un voyage dans le Reich qu'il n'y avait pas de discrimination raciale dans le sport allemand<sup>35</sup>. Les autorités allemandes pouvaient donc jubiler et comme le soulignaient les milieux juifs de New York, Brundage, d'ailleurs souvent traité par la suite de nazi, venait de remporter une grande victoire pour Hitler.

31 Cité par Eliahu Ben Elissar, *La diplomatie du III<sup>e</sup> Reich et les Juifs*, Paris, Christian Bourgois, 1981, p. 169.

32 *Ibid.*, p. 169.

33 *Ibid.*, p. 170.

34 Cité par Hajo Bernett, « The role of jewish sportsmen during the olympic games in 1936 », in *Physical Education and Sports in the jewish history and culture*, proceedings of an international seminar at Wingate Institute, juillet 1973, The Wingate Institute of Physical Education and Sports, décembre 1973, p. 99.

35 *Ibid.*, p. 99.

En Allemagne l'année 1935 fut tout entière placée sous le signe de l'antisémitisme militant. Les Juifs étaient ouvertement maltraités dans les rues et dans les lieux publics et leurs magasins ou leurs locaux étaient régulièrement attaqués. Mais ce fut surtout le congrès de Nuremberg, en septembre 1935, dit « congrès de la liberté », qui déclencha la fureur raciste. Le 15 septembre 1935 les lois dites de Nuremberg étaient promulguées par acclamation. Elles visaient à « protéger la pureté du sang allemand » et la cohésion de la « race aryenne »<sup>36</sup>. La revue du Reichsdietwart (ministère de l'Instruction civique du Reich) donna le ton : « N'abattraient-on pas des bêtes sauvages qui dévoreraient des hommes, même si elles avaient un aspect humain ? Et les Juifs sont-ils autre chose que des mangeurs d'hommes ? »<sup>37</sup> La direction des SS interdit ainsi à ses membres de concourir dans des épreuves sportives contre des Juifs ou des clubs qui n'auraient pas encore exclu leurs Juifs et dans une directive du 1er septembre 1935 les nazis firent savoir quelle était leur attitude réelle devant la question juive :

« Afin de ne pas entraver le déroulement normal de la préparation de l'Olympiade et pour ôter tout prétexte aux campagnes d'excitation juives étrangères, on permettra aux organisations du Maccabi et aux associations sportives juives de pratiquer leurs activités sportives en Bavière jusqu'à l'Olympiade de 1936 sans que cela nécessite une dissolution du comité du Land des clubs sportifs juifs en Bavière. Un règlement général du sport juif surviendra à la fin de l'Olympiade. »<sup>38</sup>

Le 4 août 1935 commença la grande campagne de propagande à la radio et dans la presse, intitulée « Pax olympica ». Des émissions en allemand, en anglais et en français furent diffusées dans le monde entier ; elles avaient pour but évident d'orchestrer la

<sup>36</sup> Voir, par exemple, *Der Nationalsozialismus. Dokumente 1933-1945*, édité par Walther Hofer, Francfort sur le Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1957.

<sup>37</sup> *Der Dietwart* du 20 juillet 1935.

<sup>38</sup> Cité par Arnd Krüger, *op. cit.*, p. 107. Sur la situation du sport juif en Allemagne et sur les organisations sportives juives, cf. Hajo Bernett, *Der jüdische Sport im nationalsozialistischen Deutschland, 1933-1938*, Schorndorf bei Stuttgart, Verlag Karl Hofmann, 1978.

campagne publicitaire en faveur des « *Jeux de la paix* » dans une Allemagne national-socialiste « *pacifique* ». C'est au cours de l'inauguration de ces émissions que Coubertin prononça le 4 août 1935 son message : « *Les assises philosophiques de l'olympisme moderne* », où il évoquait les fondements idéologiques de l'olympisme : religion athlétique, aristocratie, élite, « *perfectionnement de la race* », chevalerie, fraternité d'armes, etc. Mais Coubertin remercia aussi le régime pour ses œuvres :

« *Elle [la XI<sup>e</sup> Olympiade] s'accomplit sur un plan magnifique avec une parfaite conception des ensembles et un souci non moins parfait du détail. J'ai l'impression que toute l'Allemagne, depuis son Chef jusqu'au plus humble de ses écoliers, souhaite ardemment que la célébration de 1936 soit l'une des plus belles que le monde ait vues [...]. Dans un an, les cloches de Pâques annonceront la prochaine entrée dans le Stade de Berlin des athlètes venus de tous les coins du monde. Dès aujourd'hui je veux remercier le gouvernement et le peuple allemand pour l'effort dépensé en l'honneur de la XI<sup>e</sup> Olympiade.* »<sup>39</sup>

Lewald insista également sur la mission de l'olympisme :

« *Ses idées [celles de Coubertin] ont conquis le monde et elles montreront lors des prochains Jeux de la XI<sup>e</sup> Olympiade de Berlin, aux Allemands, aux Allemands de l'étranger et aux amis des cinq continents combien le III<sup>e</sup> Reich sous la direction de son Führer et chancelier du Reich sait unir cette idée de la force nationale, de l'orgueil national, du dévouement avec les sentiments de la cordialité.* »<sup>40</sup>

En même temps les affiches des Jeux olympiques et d'autres prospectus publicitaires furent massivement diffusés par les agences de voyage et les bureaux de tourisme. Le prospectus *Jeux olympiques* fut, par exemple, diffusé à 2,8 millions d'exemplaires en quatorze langues !

Enfin, pour combattre la campagne de boycott et « *d'excitation anti-allemande* », tous les idéologues du régime furent

<sup>39</sup> Publié in Pierre de Coubertin, *L'Idée Olympique*, op. cit., p. 129. Ce texte fut originellement publié in *Pax olympica*, Berlin, Éditions du Comité d'organisation, 1935.

<sup>40</sup> *Pax Olympica*, op. cit., p. 5.

mobilisés afin de défendre la « *cause nationale* » des Jeux de Berlin. Guido von Mengden, membre du Comité olympique allemand et nazi éprouvé, écrivit, par exemple, dans la revue sportive officielle :

*« Même si nous invitons, conformément aux lois olympiques, les sportifs du monde entier aux Jeux olympiques en Allemagne, sans distinction de race ou de croyance, nous ne mendions pas cette faveur. Nous ne nous laisserons pas impressionner politiquement par une ligue anti-fasciste à cause du sport. Tous ceux qui, consciemment ou non, favorisent les menées de ceux qui tirent les ficelles en coulisse, doivent savoir clairement que si quelques pays font dépendre leur participation des mœurs politiques du pays organisateur, cela signifie irrémédiablement la fin des Jeux olympiques. Il faut que subsiste en ce monde, dominé par des antagonismes d'intérêts, un îlot où les peuples puissent se rencontrer en tant qu'hommes, le cœur léger. Les autels olympiques se trouvent également sur cette île de liberté. Puissent les responsables du monde entier reconnaître que sur les marches de ces autels on ne peut pas s'adonner aux affaires politiques. »<sup>41</sup>*

Pour faire taire les dernières critiques, et sans doute aussi pour soigner son image de marque politique, le général Sherrill décida de rendre personnellement visite à Hitler. L'ambassade allemande reçut favorablement cette demande étant donné que Sherrill, à en croire la chancellerie, était « *intervenue très énergiquement contre les tentatives juives pour saboter la participation des États-Unis aux Jeux olympiques de Berlin* »<sup>42</sup>. Rappelons que Sherrill, anticommuniste notoire, admirateur de Hitler et de Mussolini, avait une réputation bien assise de fasciste.

L'entrevue avec Hitler eut lieu le 24 août 1935 à Munich. Les rapports de Meissner, secrétaire d'État à la chancellerie, et de l'interprète officiel des affaires étrangères présentèrent Sherrill comme un personnage confus et peu sérieux. Sherrill, après avoir écouté les propos de Hitler qui certifiait que les

<sup>41</sup> « Boykotthetze gegen die Olympischen Spiele, eine Abrechnung und Richtigstellung », in *Reichssportblatt* du 31 août 1935, p. 971 et suiv.

<sup>42</sup> Cité par Hajo Bernett, *Sportpolitik im Dritten Reich*, op. cit., p. 58.

Juifs n'étaient pas persécutés, mais simplement « séparés » des Allemands de bonne souche, répondit que cette question était « très sérieuse ». Le rapport des témoins notait : « *L'ambassadeur Sherrill indiqua à nouveau le sérieux extraordinaire de cette question. Il affirma explicitement qu'il ne soulevait cette question ici qu'en tant qu'ami de l'Allemagne et du mouvement national-socialiste afin d'épargner au Reich allemand des désagréments. Il devait toutefois dire très ouvertement que le danger subsistait que le Comité olympique déplace les Jeux olympiques si l'Allemagne persistait dans le point de vue à l'instant exprimé par le Führer.* »<sup>43</sup> Le Führer maintint cependant sa position. Il ajouta qu'en cas de boycott des Jeux de Berlin par les USA les Allemands ne participeraient plus à des compétitions internationales et qu'ils organiseraient des Jeux allemands. En clair, Hitler faisait savoir ce que tout le monde craignait et savait au demeurant : il n'y aurait pas de Juifs dans l'équipe olympique allemande puisqu'en Allemagne les Juifs et les Aryens étaient totalement « séparés ».

Hitler promit pourtant de vérifier les termes de la déclaration écrite par Frick en 1933 qui avait assuré que les Juifs ne seraient pas exclus par principe de l'équipe allemande. Le ministère de l'Intérieur fit savoir par l'intermédiaire de Hans Pfundtner, secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur et vice-président du Comité d'organisation des XI<sup>e</sup> Jeux Olympiques qu'il était toujours possible de tourner une promesse, même écrite. « *Il est vrai*, écrivit Pfundtner à la chancellerie, *que nous avons fait une telle promesse. Mais nous ne nous sommes absolument pas engagés à préparer les athlètes juifs au point que leurs performances justifient une participation à l'Olympiade. Il appartient en dernier ressort au Reichssportführer de sélectionner les membres de l'équipe allemande dans le respect des règlements olympiques certes, mais aussi sur la base des performances établies.* »<sup>44</sup> Bref, les Juifs ne seraient pas sélectionnés parce que l'État aryen n'était pas obligé de les entraîner pour

<sup>43</sup> Cité par Arnd Krüger, *op. cit.*, p. 137 ; cf. aussi H. Bernett, *op. cit.*, p. 49 et suiv.

<sup>44</sup> Cité par Eliahu Ben Elissar, *op. cit.*, p. 174.

la compétition et parce que de toutes façons leurs performances seraient « *insuffisantes* ».

Sherrill, qui prit congé du Führer après s'être fait dédicacer une photo et après avoir été invité à se joindre par train spécial au « Congrès de la liberté » du NSDAP, fit part de ses appréhensions pour l'avenir des Jeux de Berlin dans une lettre à Baillet-Latour. Celui-ci décida de se rendre lui-même auprès de Hitler pour en avoir le cœur net. Sa demande fut enregistrée le 23 octobre 1935 à la chancellerie. L'audience fut finalement accordée le 5 novembre 1935. Apparemment les choses se passèrent au mieux des intérêts du Reich et du mouvement olympique puisque le lendemain, 6 novembre 1935, Baillet-Latour faisait la déclaration suivante à Berlin :

*« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'entretien que j'ai eu avec le chancelier d'Allemagne ainsi que l'enquête à laquelle je me suis livré m'ont convaincu que rien ne s'oppose au maintien des Jeux de la XI<sup>e</sup> Olympiade à Berlin et à Garmisch-Partenkirchen. Les conditions requises par la Charte olympique ont été respectées par le Comité olympique allemand. Les visiteurs et participants peuvent être assurés de trouver un accueil parfaitement cordial sans courir le risque de rencontrer quoi que ce soit d'offensant pour leurs principes. La campagne de boycottage n'émane pas des comités nationaux olympiques et n'est appuyée par aucun de nos collègues. Elle est politique, basée sur des affirmations gratuites, dont il m'a été aisé de démasquer la fausseté. L'argent qui sert à l'alimenter ne provient pas des fonds dont les comités sportifs disposent pour supporter les frais de participation. Puissent ceux dont la bonne foi a été surprise reconnaître leur erreur et collaborer avec nous en toute sincérité à faire des Jeux de Berlin et de Garmisch-Partenkirchen une manifestation dont la jeunesse du monde retirera les bienfaits. »<sup>45</sup>*

Après cette prise de position, le sort des Jeux était scellé et Baillet-Latour ne démordra pas de ses conceptions, puisqu'un an après la fin des Jeux il récidivera dans le discours célébrant le respect de la Charte olympique :

---

<sup>45</sup> *Bulletin officiel du Comité international olympique*, n° 30, décembre 1935, p. 6.

« Tous, Messieurs, vous avez encore présents à la mémoire aussi bien le succès des Jeux de Berlin et de Garmisch que les difficultés rencontrées au cours de leur préparation et les efforts tentés pour les faire échouer. Pourquoi ces difficultés se sont-elles évanouies ? Pourquoi ces efforts ont-ils été vains ? Parce que le Comité international olympique a mis le même scrupule à défendre les principes olympiques que les autorités allemandes ont mis à les respecter ; parce que nos trois collègues allemands ainsi que leurs collaborateurs ne reconnaissent qu'une loi : la Charte olympique. »<sup>46</sup>

---

<sup>46</sup> Bulletin officiel du Comité international olympique, juillet 1937.

boycott. Lors d'une manifestation de masse dans le stade de Philadelphie, le gouverneur de Pennsylvanie George H. Earle appela, lui aussi, au boycott. À New York, la plupart des rassemblements antinazis se terminaient par un appel semblable. Lors de toutes ces manifestations, des résolutions et des télégrammes étaient envoyés aux autorités publiques et sportives et même très souvent au Reich.

Le 26 septembre 1935, après les lois de Nuremberg, le Maccabi World Union of Jewish Sport transmit de Londres au CIO le texte d'une résolution adoptée lors de son congrès de Brünn (Tchécoslovaquie) :

*« Eu égard à la situation des Juifs en Allemagne, le Maccabi World Congress demande à tous les comités olympiques et aux autres autorités sportives de permettre aux athlètes juifs de ne pas participer aux Jeux olympiques de 1936 en Allemagne ».* Dans une lettre d'accompagnement, le secrétaire général du Maccabi, Jacobowitz, demanda la compréhension du CIO, car *« étant donné la situation présente nous ne pouvions pas agir autrement ».*

Au nom du président du CIO, son secrétaire, le lieutenant-colonel A. Berdez, répondit que cette résolution contrevenait aux décisions du CIO d'accepter définitivement la participation à la XI<sup>e</sup> Olympiade à Berlin et qu'il ne lui était donc pas possible de la transmettre aux comités olympiques nationaux. Et dans une note, le fonctionnaire ajouta : *« La participation à un événement sportif n'est en aucun cas obligatoire... »*<sup>19</sup>

Le président du Maccabi, Selig Brodetsky, adressa le 12 novembre 1935 une lettre au comte Baillet-Latour, président du CIO, qui clarifiait les choses :

*« Je suis tout à fait d'accord avec vous pour estimer que les Jeux olympiques ne devraient pas être mêlés à des questions politiques, quelles qu'elles soient. Mais je voudrais vous faire remarquer que moi-même, avec tous les autres Juifs et de nombreux non-Juifs, considérons l'état de la situation en Allemagne aujourd'hui du point de vue de l'humanité en général et de la décence sociale. Le*

<sup>19</sup> Cité par Hajo Bernett, « The role of Jewish Sportsmen during the Olympic Games in 1936 », in *Physical Education and Sports in the Jewish History and Culture*, op. cit., p. 101 et 102.

*mouvement Maccabi n'a jamais tenté de contester la décision du CIO en ce qui concerne la participation aux Jeux olympiques, mais nous exhorterons sûrement tous les sportifs juifs, pour leur propre dignité, à s'abstenir de participer à des compétitions dans un pays où il y a des discriminations raciales contre les Juifs et où nos frères juifs sont traités avec une brutalité inouïe. En tant qu'organisation sportive nous estimons que nous comprenons le sens des mots "sport" et "sportivité" ! C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas, en tant que Juifs, accepter à la légère la situation créée par la tenue des Jeux olympiques en Allemagne. »*

La réponse de Baillet-Latour, datée du 20 novembre 1935, fut un chef-d'œuvre d'hypocrisie. Le CIO refusait en effet d'entendre l'argumentation précise du Maccabi. Après avoir réaffirmé la nécessaire distinction du sport et des questions politiques et constaté avec beaucoup de satisfaction que le Maccabi et le CIO entendaient de la même manière le sens des mots « sport » et « sportivité », ce qui n'était pas le cas de ceux qui entendaient « politiser » les Jeux olympiques, Baillet-Latour avança la thèse du « libre choix » :

*« Le CIO considère qu'aucun athlète ne peut être empêché de participer aux Jeux, mais il admet que personne ne peut être forcé de se rendre en Allemagne s'il ne le désire pas. Je voudrais citer ce que j'écrivais quelques jours auparavant à M. Avery Brundage, président de l'American Olympic Association : "Il va sans dire que le CIO, respectant la liberté individuelle de chacun, ne souhaite en aucun cas contraindre ceux – chrétiens ou Juifs – qui, pour des raisons personnelles qui les concernent manifestement eux seuls, auraient des objections à se rendre en Allemagne". »<sup>20</sup>*

Les persécutions antisémites devenaient ainsi, pour le CIO, une « affaire personnelle »...

Dans le même temps, la confédération syndicale American Federation of Labor adopta lors de son 55<sup>e</sup> congrès annuel, tenu à Atlantic City du 7 au 18 octobre 1935, une résolution contre la participation aux Jeux olympiques de Berlin. Cette résolution

<sup>20</sup> Cet échange de correspondance est publié par le *Bulletin officiel du Comité international olympique*, n° 30, décembre 1935, p. 6.

était importante car elle signifiait à l'opinion publique internationale que le boycott n'était pas une pure « affaire juive », comme l'insinuaient Brundage et les autres sympathisants de l'Allemagne nouvelle. En outre cette prise de position représentait un réel encouragement pour les divers mouvements ouvriers européens. D'autres organisations, plus ou moins représentatives, prirent des résolutions semblables, ainsi le New Jersey Department of the American Legion ou la Manhattan Division of the *Women's International League for Peace and Freedom*, ou encore le *Methodist Youth Congress*. Les organisations sportives prirent également part au débat, en particulier au sein de l'AAU. La New Jersey Association de l'AAU ainsi que la South Atlantic Association de l'AAU se déclarèrent favorables au boycott. La Metropolitan Association de l'AAU de New York par contre refusa à une faible majorité le boycott.

Le mouvement de la jeunesse américaine, presque toutes tendances confondues, joua également un grand rôle dans le boycott. C'est ainsi que du 4 au 7 juillet 1935 se tint à Détroit le 2<sup>e</sup> congrès de la jeunesse américaine. Le journal *Sport* du 11 septembre 1935 (organe officiel de la Fédération sportive et gymnique du travail) signala que 1 350 000 jeunes y furent représentés par plus de 1 200 délégués. Ce congrès vota à l'unanimité et avec enthousiasme une résolution appelant les organisations affiliées au congrès de la jeunesse à mener la lutte pour le boycottage de l'Olympiade de Berlin. À la même époque on apprenait que la Ligue des droits de l'homme de Tchécoslovaquie demandait le transfert des Jeux olympiques dans un pays respectant l'esprit olympique.

Un élément important dans la polémique fut la brochure que Brundage édita au nom du Comité olympique américain où il avait réussi à imposer ses vues (4 membres seulement s'y opposèrent). Pour Brundage, la campagne de boycott était d'évidence financée par les Juifs et inspirée par les communistes. Position semblable à celle des nazis. Ces « *minorités organisées* », selon sa terminologie, avaient des pratiques « *terroristes* » puisqu'elles menaçaient les employés dans leur situation, exerçaient des pressions intolérables sur les hommes politiques et utilisaient

l'arme financière. « *Les Juifs et les communistes, écrivait Brundage, ont menacé de dépenser un million de dollars pour éviter la participation des USA aux Jeux olympiques en Allemagne [...]. Ils ont utilisé la corruption, le mensonge et autres procédés vicieux.* »<sup>21</sup>

La brochure de Brundage, intitulée *Fair play for American Athletes*, comportait diverses opinions de journalistes, d'hommes politiques (dont le président Roosevelt) et surtout de sportifs de renom tels Glenn Cunningham et Bill Bonthron. Il s'agissait évidemment de faire contre-feu aux arguments de la campagne de boycott. Les idées développées par Brundage et ses amis restaient cependant très classiques, ce sont celles que l'on retrouve tout au long de l'histoire mouvementée du sport : le sport est fait pour les sportifs ; il ne faut pas mélanger le sport et la politique ; le sport sert à rapprocher les hommes ; le régime intérieur d'un pays ne regarde pas les organisateurs, etc.

Les milieux olympiques réactionnaires américains accusèrent évidemment les Juifs d'utiliser l'arme économique pour faire pression sur les journaux en les menaçant de retirer leurs annonces publicitaires ou leurs crédits bancaires. Sherrill et Brundage développèrent d'ailleurs à cet égard toute une série d'arguments antisémites.

« *Nous pouvons presque à coup sûr nous attendre à une vague d'antisémitisme parmi ceux qui n'y auraient jamais songé auparavant, et qui auraient tendance à croire que, pour aider les Juifs allemands, environ cinq millions de Juifs se servent des athlètes qui représentent cent vingt millions d'Américains* », déclara Sherrill<sup>22</sup>.

Brundage allait encore plus loin :

« *Ce n'est pas parce que certains milieux américains se sont rendus coupables de trahison pour des motifs politiques que nous devons refuser à nos athlètes l'occasion qui leur est offerte de mener, à l'étranger, la bannière étoilée à la victoire.* »<sup>23</sup>

<sup>21</sup> Cité par Arnd Krüger, *op. cit.*, p. 125.

<sup>22</sup> *New York Times* du 22 octobre 1935, cité par Eliahu Ben Elissar, *op. cit.*, p. 181.

<sup>23</sup> Cité par Eliahu Ben Elissar, *op. cit.*, p. 181.

## *L'AAU se prononce pour la participation*

C'est dans ce contexte que se tint la très importante réunion annuelle de l'AAU, du 6 au 8 décembre 1935 à New York. Sous la pression des partisans de Brundage, la majorité de la session éluda une fois encore le débat de fond sur la participation. Par des manœuvres de procédure, une résolution de Kirby fut adoptée par 61 voix contre 57 préconisant la participation « sans que cela signifie une quelconque approbation de la politique du pays organisateur ». Auparavant, une idée avait été lancée : que l'équipe olympique d'hiver tout entière se comporte comme une grande commission d'enquête ! Cette concession baroque et purement formelle n'engageait évidemment à rien, car Brundage savait parfaitement que lors des Jeux d'hiver les préparatifs seraient à ce point avancés qu'il serait impossible de reculer. *L'American Hebrew* du 13 décembre 1935 titrait alors dans la semaine : « M. Brundage a remporté une grande victoire nazie. »<sup>24</sup>

Les autorités allemandes respiraient. Elles avaient remporté là une victoire décisive car le boycott des États-Unis eût entraîné toute une série d'autres États à la défection. Et Brundage, qui avait dénoncé « l'argent juif », pouvait alors se lancer dans une grande campagne financière de soutien à l'équipe US. Ce furent surtout le banquier Reynold Oeschler et le responsable sportif Dietrich Wortmann, lequel avait fondé à New York le *National German-American Olympic Committee* afin d'obtenir l'appui des anciens émigrants allemands aux USA, qui furent les promoteurs de l'initiative.

La victoire des partisans de la participation n'empêcha pas cependant le développement de la campagne de boycott. Comme le dira Jeremiah T. Mahoney après sa défaite : c'est maintenant que tout commence vraiment. De fait, le parti communiste américain, très faible, se lança aussi dans la bataille en faisant valoir en outre qu'il était le seul groupe politique qui luttait également de manière conséquente contre les discriminations raciales dans

---

<sup>24</sup> Cité par Arnd Krüger, *op. cit.*, p. 165.

le sport américain. Le quotidien communiste *Daily Worker* titrait : « *Big business backs Nazi Games* ». Les journaux des Noirs américains se mirent également de la partie. L'*Amsterdam News* de New York et l'*Opportunity*, le journal de la célèbre Association for the Advancement of Colored People, prirent position en faveur du boycott. Et si, avec une certaine ironie, ces publications s'étonnaient que l'on puisse dénoncer les discriminations raciales en Allemagne nazie sans voir les méthodes d'apartheid aux USA mêmes, la conclusion était que « *l'attitude de Hitler est la même que celle que combattent les Noirs américains pour leur émancipation. Même si les athlètes américains devaient se prononcer pour une participation, les sportifs noirs ont toutes les raisons de s'y opposer.* »<sup>25</sup>

Il est vrai que les nazis, ne faisant pas le détail parmi les « races dégénérées », considéraient les « nègres » comme des bêtes sauvages, des primitifs ou des grands singes, qui n'avaient pas à participer au colloque des nations civilisées (*Kulturvölker*). Un nazi avait ainsi affirmé à Martha Dodd, fille de l'ambassadeur américain, que les nationaux-socialistes considéraient « *les nègres comme des bêtes qui n'avaient rien à faire aux Jeux. Si les Allemands avaient été de mauvais sportifs et s'ils avaient engagé des cerfs ou d'autres animaux véloces pour les Jeux, les Américains n'auraient pas pu imposer leur loi dans les concours de course.* »<sup>26</sup>

Les organisations et les personnalités social-démocrates ou socialistes soutinrent également de toutes leurs forces le boycott, à l'exemple de ce qui se passait à l'étranger. La German American League for Culture, par exemple, considérait qu'après les lois de Nuremberg il n'était plus possible de participer aux Jeux de Berlin, à moins de croire en la fiction du respect de la Charte olympique par les nazis.

---

<sup>25</sup> *Opportunity*, décembre 1936, p. 359, cité par Arnd Krüger, *op. cit.*, p. 148.

<sup>26</sup> Cité par Arnd Krüger, *op. cit.*, p. 148.

## *Le boycott au Canada*

Ce qui se passait aux États-Unis eut une grande influence sur les milieux progressistes canadiens, et plus généralement sur la presse canadienne<sup>27</sup>. Il est assez remarquable de ce point de vue de constater la similitude des positions respectives aux États-Unis et au Canada. Le 4 novembre 1933, le président du comité olympique Canadien, P.J. Mulqueen, fit la déclaration suivante dans une interview :

*« Le Comité olympique canadien est fortement intéressé par la proposition qui a été faite de retirer l'organisation des Jeux à l'Allemagne. En fait je ne serais pas étonné si l'Amateur Athletic Union du Canada se prononçait à sa réunion annuelle à Winnipeg pour le retrait de l'organisation des Jeux à l'Allemagne. La situation politique difficile actuelle en Allemagne et en Europe ainsi que la question des discriminations à l'encontre des Juifs sont des raisons suffisantes pour que le Canada accepte la proposition d'un retrait. »*<sup>28</sup>

Le rapport annuel de l'AAU ne mentionnait toutefois pas les discussions relatives à cette possibilité. Bien plus, lors de l'assemblée annuelle de l'AAU à Toronto en 1934, l'invitation allemande aux Jeux de Berlin fut acceptée étant donné que « *des assurances avaient été fournies quant à la non-discrimination raciale* ».

Ce fut surtout le parti communiste canadien qui lança vraiment la campagne de boycott, relayée par son journal *The Worker*, qui, dans sa livraison du 7 novembre 1935, écrivait : « *Il n'y a pas plus de raison de maintenir la grande rencontre sportive mondiale dans le pays de la barbarie fasciste qu'il n'y en aurait de tenir un congrès pacifiste à Rome sous la domination du sanglant Mussolini.* »

La campagne de boycott s'intensifia lorsque Mulqueen annonça que le Comité olympique canadien n'avait pas reçu une

<sup>27</sup> Pour une étude du mouvement de boycott au Canada, cf. Bruce Kidd, « Canadian opposition to the 1936 Olympics in Germany », in *Canadian Journal of History of Sport and Physical Education*, 1978, vol. 9., n° 2, p. 20 à 40.

<sup>28</sup> *Toronto Daily Star*, 4 novembre 1933.

seule protestation contre la participation ! Le 3 novembre 1935 eut lieu pourtant à Toronto un grand meeting avec la participation de diverses personnalités progressistes, ainsi que des représentants de la Canadian League against Fascism and Nazism.

La campagne revêtit notamment la forme d'une avalanche de télégrammes de protestations adressés aux autorités sportives avant la réunion de l'AAU de novembre 1935 à Halifax. Mais la commission des résolutions rédigea habilement une motion affirmant que le « *Canada suivra la conduite de la Grande-Bretagne* ». Un mois après on apprenait que Evan Hunter, secrétaire trésorier du BOC (British Olympic Committee), avait accepté l'invitation du Comité olympique allemand à la réunion annuelle du BOC et qu'il n'y avait donc plus matière à discussion. Le *Montreal Herald* du 4 novembre 1935 écrivit à ce sujet : « *M. Hunter affirma que les allégations concernant les mauvais traitements infligés aux Juifs par les autorités allemandes n'affecteraient pas la décision britannique concernant la participation aux Jeux.* » L'AAU du Canada n'avait donc plus qu'à suivre scrupuleusement la décision britannique...

Cette décision n'arrêta toutefois pas les protestations. De nombreux meetings furent organisés dans plusieurs villes canadiennes lors desquels les slogans les plus fréquents étaient : « *Pas d'argent pour Hitler* », « *Libérez Thaelmann* » et « *À bas le fascisme* ».

Ailleurs la campagne pour le boycott fut plus dispersée et hétérogène, plus engagée à gauche aussi. Si aux États-Unis le boycott était porté par d'importants secteurs du mouvement sportif (au sein de l'AAU en particulier) et si ses motivations étaient essentiellement morales ou religieuses, en Europe le boycott restait surtout l'œuvre des forces ouvrières et progressistes stimulées par le militantisme des exilés allemands.

### *La mobilisation du mouvement ouvrier international*

Particulièrement importante fut l'attitude des organisations sportives ouvrières qui militèrent pour le boycott. Ce mouvement était lui aussi divisé selon la logique des frères ennemis socialistes/

communistes. Néanmoins, sous la pression de la campagne internationale et grâce au cours nouveau de l'Internationale communiste, une tendance au rapprochement des organisations rivales s'opéra, notamment en Espagne, en France et en Norvège. Ce front uni était facilité par le fait que le mouvement ouvrier international se mobilisa lui aussi contre l'Olympiade de Berlin. Il était temps, en effet, car la division mortelle des organisations ouvrières devant la montée du nazisme, leur refus obstiné d'établir au moins une alliance défensive antinazie avaient permis une « *défaite sans combat* » selon l'expression de Trotsky<sup>29</sup>. Le PC allemand, soutenu par le Komintern stalinisé, affirmait à l'époque, au nom de la théorie du « social-fascisme », que la social-démocratie avait été le « *marchepied du fascisme* » et son « *étoile jumelle* ». La social-démocratie elle, au nom de la théorie du moindre mal, temporisait ou faisait appel au légalisme de la police en évitant de se « compromettre » avec la bureaucratie de Moscou.

Cependant, devant la pression des bases ouvrières respectives confrontées concrètement à la question de la résistance à la terreur fasciste, un sursaut se produisit au sein des états-majors. L'Internationale communiste adopta à son 7<sup>e</sup> congrès (25 juillet – 20 août 1935) une tactique nouvelle<sup>30</sup>. À partir de son rapport sur le fascisme, Dimitrov expliqua la nécessité d'un front uni populaire contre le fascisme et la réaction hitlérienne. L'idée de front populaire, c'est-à-dire d'une collaboration de classes entre les partis ouvriers et les partis bourgeois contre la guerre d'une part, pour la liberté, le pain et le bien-être du peuple d'autre part, était ainsi lancée. C'est dans le cadre de cette réorientation stratégique fondamentale qu'il faut comprendre les diverses initiatives antifascistes unitaires, nationales et internationales,

---

<sup>29</sup> Sur cette question de la responsabilité écrasante du stalinisme international et de la social-démocratie dans la défaite du prolétariat allemand, cf. Léon Trotsky, *Écrits (1928-1940)*, tome III, Paris, Éditions de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1959, et Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, Paris, Buchet-Chastel, 1973.

<sup>30</sup> Cf. *L'Internationale communiste et la lutte contre le fascisme et la guerre 1934-1939* (recueil de documents), Moscou, Éditions du progrès, 1980.

auxquelles allaient s'associer les militants des partis communistes, des militants socialistes et diverses personnalités démocratiques. De son côté, toute l'émigration antifasciste se mobilisa elle aussi contre l'Olympiade nazie.

À partir d'un projet de l'Internationale du sport rouge (affiliée à l'Internationale communiste), des négociations s'engagèrent le 1<sup>er</sup> mars 1935 entre les directions des deux organisations sportives ouvrières. Un large accord se dégagait pour des actions communes contre le fascisme hitlérien et les Jeux de Berlin. Le 6 septembre 1935, un texte commun des deux organisations appelait au boycott des Jeux. Ce texte soulignait :

*« Les maîtres actuels de l'Allemagne utilisent l'Olympiade comme un instrument de propagande pour le fascisme. Ce n'est pas le peuple allemand, mais ceux qui asservissent le peuple allemand qui confèrent ce caractère à l'Olympiade de Berlin ».*

Les deux organisations sportives ouvrières internationales invitaient également le mouvement sportif démocratique international à refuser le « détournement » de l'idée olympique par le régime hitlérien.

Dès 1935, sous l'impulsion de cette campagne, se constituèrent en France, au Danemark, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède, en Tchécoslovaquie (et bien sûr, on l'a vu, aux États-Unis) des Comités pour la défense de l'Idée olympique qui s'opposaient à la tenue des Jeux de Berlin. Malgré tout, le mouvement sportif, contrairement à ce qui s'était passé aux États-Unis, se tint à l'écart, au nom de l'« apolitisme ». Seuls la Fédération de gymnastique des Pays-Bas et le Club d'athlétisme d'Amsterdam se prononcèrent pour le boycott. Par ailleurs l'Association internationale d'échecs refusa, par 10 voix contre 3, de tenir son prochain congrès ainsi que le tournoi international d'échecs à Berlin.

Des artistes connus prirent également part à la campagne. La prise de position du sculpteur tchèque Jakub Obrovsky eut un grand retentissement. Par deux fois lauréat aux concours artistiques des olympiades (diplôme d'honneur pour sa statue *Le Lanceur de javelot*, lors des Jeux de Paris en 1924, et troisième prix pour son œuvre *Odysseus*, lors des Jeux de Los Angeles en

1932), Obrovsky avait préparé pour la XI<sup>e</sup> Olympiade une statue de bronze intitulée *Le Vainqueur*. Mais, étant donné la situation en Allemagne, il fut amené à militer activement pour le boycott. Le 14 novembre 1935, l'Association des artistes plasticiens de Tchécoslovaquie décida que ses membres affiliés ne participeraient pas aux concours artistiques de la XI<sup>e</sup> Olympiade. L'Assemblée générale des sculpteurs et peintres néerlandais fit de même. Les artistes danois, le sculpteur Bjerg et le peintre Aksel Jørgensen se prononcèrent eux aussi contre la participation. Des organisations syndicales prirent également position en faveur du boycott. Ainsi dès le début de 1935, la Confédération syndicale norvégienne résolut d'exclure ses membres qui participeraient à des compétitions avec des sportifs nazis. Le mouvement ouvrier suédois se mobilisa à son tour. Les unions syndicales régionales de Göteborg et de Stockholm se prononcèrent pour le boycott des Jeux de Berlin. Le parti communiste suédois, les organisations de jeunesse communistes et social-démocrates de Suède, ainsi que la section de la Social-démocratie de Stockholm adoptèrent la même position. En Angleterre, le Conseil général des syndicats publia un mémorandum prenant position contre les théories racistes des nazis en justifiant ainsi son refus des Jeux de Berlin. Ultérieurement l'Association du sport ouvrier britannique diffusa une brochure intitulée *Germany 1936. The Olympic Games*, mettant en parallèle l'Idée olympique et la situation réelle en Allemagne.

### *Le mouvement Committee on Fair play in Sports*

Le 7 décembre 1935 se tint à Paris une conférence antifasciste internationale. Le Comité américain Committee on Fair play in Sports et les divers comités pour la défense de l'Idée olympique en Grande-Bretagne, en France, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves, en Tchécoslovaquie et en Suisse en furent les principaux animateurs. Cette conférence avait été convoquée en outre par la Ligue internationale contre l'antisémitisme et le Comité mondial de la jeunesse. Le résultat de cette session fut la création du Comité international pour la défense de l'Idée olympique

## BERLIN 1936/MOSCOU 1980

Le Mondial de football en 1978 dans l'Argentine fasciste de Videla<sup>1</sup> et les Jeux de Moscou en 1980<sup>2</sup> ont montré que le passé est aussi le « *présent historique* ». Le souvenir de Berlin 1936 ressurgit en effet à chaque grande compétition organisée par une dictature. Lors du mouvement de boycott des Jeux de Moscou (COBOM) l'ombre des Jeux de Berlin hanta l'opinion publique. À droite comme à gauche le retour du refoulé se fit en force. Ainsi l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports, Pierre Mazeaud, prit-il ouvertement position en faveur du boycott des Jeux de Moscou au nom d'un anticommunisme affirmé et au nom du précédent historique de 1936. Mazeaud, comme tant d'autres idéologues sportifs de droite, constatait avec réalisme la décadence d'une certaine idée de l'olympisme : « *Pauvre baron de Coubertin ! Pauvres Jeux olympiques, utilisés à des fins de propagande ! En 1936 déjà, Hitler comprit quelle gigantesque occasion représentaient les Jeux et il administra au monde une leçon d'idéologie nazie où des esprits chagrins et lâches – nos responsables du mouvement sportif international – ne voulaient voir qu'une belle fête de la jeunesse du monde !* » Et Pierre Mazeaud recommandait de ne pas accepter l'état de fait de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques en estimant que la situation internationale commandait de « *refuser le déshonneur qu'il y*

---

<sup>1</sup> Cf. *Quel Corps ?*, n° 8, 9 et 10/11, 1978 et 1979.

<sup>2</sup> Cf. la brochure officielle du COBOM : *Moscou 80 : Boycott des Jeux olympiques, Solidarité avec les travailleurs et peuples d'URSS*, 14 rue de Nanteuil 75 015 Paris, 1980, ainsi que les n° 14, 15 et 16 de *Quel Corps ?*, 1979-1980.

*aurait, en allant à Moscou, à recommencer la triste et dramatique expérience de 1936 »<sup>3</sup>.*

Les dissidents soviétiques, soutenant la campagne déclenchée par le Comité pour le boycott des Jeux olympiques de Moscou (COBOM), furent parmi les premiers à montrer la filiation Berlin 36-Moscou 80. Dès le 26 février 1979, Victor Fainberg, Natalia Gorbanevskaya et Leonid Pliouchtch signaient un appel commun où l'on pouvait lire : « *Les Jeux olympiques de Moscou de 1980 illustrent toute l'hypocrisie démagogique de la "détente". D'ores et déjà les fédérations sportives, les pratiquants, les journalistes et en général tous ceux qui ont intérêt à la tenue des Jeux de 1980 sont en train d'accepter que Moscou et les autres villes olympiques soient nettoyées de leurs "mécontents", que la construction de logements soit arrêtée au profit des Jeux, que le régime soviétique impose [...] aux participants étrangers sa propre conception en matière de sport et en matière de contacts avec la population. La participation scandaleuse de l'Ouest "libéral" aux Jeux olympiques de Berlin en 1936, en plein déchaînement du racisme en Allemagne, préparait la capitulation de 1938 à Munich, servait d'introduction au pacte Hitler-Staline de 1939 et à la passivité militaire des Alliés pendant la drôle de guerre de 1939-1940. Aujourd'hui, [...] dans une atmosphère de délire militaro-chauvin moscovite, il faut se demander quel rôle vont jouer les Jeux. Ne masquent-ils pas une étape dans la manipulation des peuples soviétiques et occidentaux pour les préparer à une guerre dans les années à venir ? Seront-ils la préparation à la destruction de toute résistance à l'intérieur du pays en face du chauvinisme et du militarisme ? »<sup>4</sup>*

<sup>3</sup> Pierre Mazeaud, *Sport et liberté*, Paris, Denoël, 1980, p. 145 et 146. À droite, la crise des Jeux de Moscou provoqua de nombreuses réflexions, interrogations et propositions visant à « *sauver les Jeux olympiques* ». Voir par exemple l'ouvrage typique de Jean-François Brisson, *L'Enjeu olympique*, Paris, Éditions Marcel Valtat, 1981. Pour une critique de ces illusions, cf. Jean-Marie Brohm, « La crise de l'olympisme », in *Sport et société*, colloque de Saint-Étienne, juin 1981, CIEREC, Université de Saint-Étienne, 1981.

<sup>4</sup> « En soutien à la campagne pour le boycott », *Quel Corps ?*, n° 14, mars 1979.

De la même manière Vladimir Boukovski écrivait dans *Le Monde* du 18 avril 1979 : « *Les autorités soviétiques ont besoin – exactement comme Hitler en 1936 après les premières mesures prises contre les Juifs – de redorer leur blason. Si personne n’agit, elles y arriveront, grâce aux Jeux, tout comme Hitler à cette époque* ».

Edouard Kouznetsov (*Le Matin*, 7 février 1980), Alexandre Zinoviev (*Libération*, 5 février 1980) et Vladimir Maximov (*Le Figaro*, 20 février 1980) notamment, développèrent également le thème de la forfaiture olympique de Berlin 1936, préfiguration de celle de Moscou 1980.

Au moment des débats provoqués par la campagne de boycott animée par le COBOM, la gauche française refusa, au nom de l’angélisme sportif et au nom du mythe de l’URSS, « pays socialiste » ou « État ouvrier », d’entendre les appels des dissidents soviétiques. Quelques voix s’élevèrent pourtant pour rappeler le précédent historique de Berlin 36. *Le Matin* écrivait ainsi :

« *On sait combien Hitler profita de cette rencontre prestigieuse, qu’il inaugura en compagnie de ses bataillons de chemises brunes, pour consolider sa position et asseoir son autorité. Il y eut ensuite un débat, toujours ouvert, sur le point de savoir si la présence d’observateurs étrangers avait permis ou non de réduire les pressions que les nazis avaient entrepris d’exercer sur leurs opposants et sur la communauté juive de leur pays. Ce qui est certain, c’est que dès que les portes du stade olympique du Reichssportfeld furent refermées des centaines de milliers d’hommes, de femmes et d’enfants furent poussés vers celles des camps de la mort, celles de la nuit et du brouillard. Or, certains de ces camps existaient déjà au moment où des délégués du Comité international olympique s’étaient rendus en Allemagne pour vérifier le bien-fondé des accusations qui circulaient sur la dictature hitlérienne. Il y en avait exactement trente-six, dont le premier, dit “provisoire”, s’était empli de 4 000 prisonniers accusés de communisme, le 28 février 1933 à Böyermoor près d’Osnabrück. Et s’ils n’étaient pas – encore – des camps d’extermination, ils s’appelaient Dachau, Orianenburg ou Stettin. Mais les “observateurs” internationaux n’ont rien observé ou en tout cas ils n’ont rien vu. Et certains même ont été*

*convaincus que les inquiétudes exprimées hors de l'Allemagne étaient exagérées.* »<sup>5</sup>

Ce constat n'empêcha pas toutefois *Le Matin* de procéder comme ses confrères Ponce-Pilate de l'époque :

« *Sans vouloir prendre parti dans la polémique qui a lieu actuellement à propos des Jeux de Moscou, ni dresser un parallèle entre l'Allemagne raciste des années trente, qui avait réellement failli aux principes olympiques, et l'Union soviétique de 1980 dont la politique ne porte pas nécessairement atteinte à l'esprit du sport, Le Matin a jugé intéressant de rappeler cet épisode controversé de l'histoire du sport international.* »

*Le Matin*, emboîtant ainsi le pas à *L'Humanité* et à tous les tenants du « bilan globalement positif » de l'URSS, ignorait ou faisait semblant d'ignorer que la politique intérieure et extérieure de l'URSS portait effectivement atteinte aux principes olympiques et aux droits humains les plus élémentaires, qu'il existait des centaines de camps de concentration et de travaux forcés en URSS, que près de cinq millions de détenus, selon les estimations de Youri Orlov, lui-même détenu, fournissaient une main-d'œuvre esclavagiste à la bureaucratie, que les hôpitaux psychiatriques spéciaux « rééduquaient » chimiquement les opposants, que la répression anti-ouvrière était féroce et que l'antisémitisme d'État était une institution officielle<sup>6</sup>. *Le Matin* oubliait aussi que, quelques mois avant les Jeux de Moscou, Brejnev faisait envahir l'Afghanistan par ses troupes et que le KGB commençait à liquider toutes les formes et sensibilités de la dissidence, en déportant notamment Andréï Sakharov à Gorki. Irina Kaploun, victime elle aussi des pressions et brimades du KGB, et qui fut la femme de Vladimir Borissov, militant du syndicat libre SMOT, écrivit le 7 avril 1980 à Lord Killanin, président du CIO :

<sup>5</sup> « Le combat perdu contre les Jeux de Berlin », *Le Matin*, 1<sup>er</sup> février 1980. Ultérieurement les responsables du Parti socialiste français tentèrent de justifier piteusement leur attitude de capitulation devant Moscou au nom de la défense de la « liberté des sportifs » et des Jeux olympiques. Cf. par exemple Jean Glavany, *Sport et socialisme*, Paris, Albatros, 1981.

<sup>6</sup> Cf. l'article de Leonid Pliouchtch dans la brochure du COBOM, *op. cit.*, p. 37 et suiv.

*« Humainement on ne peut pas laisser le char olympique écraser des hommes. Et, dans mon pays, c'est exactement ce qui se passe. Quelles performances sportives pourraient alors compenser la douleur des familles ? Peut-être après tout que la médaille d'or vaut le prix de la souffrance humaine [...]. Ne laissez pas métamorphoser la fête du sport en paravent qui cachera les violations des droits de l'homme dans mon pays. »<sup>7</sup>*

Irina Kaploun trouvera peu après la mort dans un accident de voiture sur une route déserte...

Le mythe du respect de la Charte olympique et des grands principes olympiques exerça ses ravages en 1980 comme en 1936. La veille de l'ouverture des Jeux de Moscou, Léonid Brejnev adressa ce message aux participants :

*« Tout le travail de préparation des Jeux a été réalisé dans le strict respect des règlements du mouvement et de la Charte olympiques, sur la base des assurances données au CIO par le présidium du Soviet suprême [...]. Nous aimerions que les idéaux d'amitié et de compréhension mutuelle, qui guident le mouvement olympique, soient toujours présents lors des rencontres d'athlètes de nombreux pays. »<sup>8</sup>*

Comment ne pas rapprocher cette déclaration de la lettre adressée par Hitler à Baillet-Latour à la clôture des Jeux de Berlin :

*« Je me sens pressé de vous exprimer, à vous et au Comité international olympique, mes remerciements personnels et ceux du Peuple allemand pour l'admirable travail et l'effort considérable qui furent les vôtres et qui ont eu pour résultat l'heureux succès des Jeux [...]. J'espère que les Jeux olympiques de Berlin auront contribué à l'essor de l'idéal olympique et aideront ainsi à établir des ponts entre les nations. »<sup>9</sup>*

<sup>7</sup> Appel publié dans *Quel Corps ?*, n° 16, mai 1980.

<sup>8</sup> *Le Monde*, 20 et 21 juillet 1980.

<sup>9</sup> *Bulletin officiel du Comité international olympique*, novembre 1936, p. 19.

# CHRONOLOGIE

**1863**

1<sup>er</sup> janvier Naissance du baron Pierre de Coubertin à Paris.

**1894**

16-23 juin Congrès pour le rétablissement des Jeux olympiques à la Sorbonne, Paris.

**1896**

4-15 avril À Athènes: premiers Jeux olympiques de l'ère moderne.

**1900**

14 mai-28 oct. Jeux olympiques de Paris dans le cadre de l'Exposition universelle.

**1904**

1<sup>er</sup> juillet-29 octobre Jeux olympiques de Saint-Louis (USA) dans le cadre de l'Exposition universelle.

**1908**

13 juillet-29 octobre Jeux olympiques de Londres pendant l'exposition universelle franco-britannique.

**1912**

5 mai-22 juillet Jeux olympiques à Stockholm.

**1916**

Berlin. Jeux annulés.

**1920**

20 avril-12 septembre Jeux olympiques d'Anvers. L'Allemagne n'est pas invitée.

**1924**

3 mai-27 juillet Jeux olympiques de Paris. L'Allemagne n'est pas invitée sous prétexte de sécurité.

**1925**

28 mai Le comte Henri de Baillet-Latour succède à Coubertin à la tête du Comité international olympique qui tient sa 23<sup>e</sup> session du 26 au 28 mai 1925 à Prague.

**1928**

28 juillet-12 août Jeux olympiques d'Amsterdam.

**1930**

22 au 30 mai

28<sup>e</sup> session du CIO à Berlin. Berlin et Barcelone figurent parmi les villes candidates à l'organisation des XI<sup>e</sup> Jeux de 1936. Pendant cette session se tient un congrès olympique essentiellement axé sur la question de « l'amateurisme ».

**1931**

24 au 27 avril

29<sup>e</sup> session du CIO à Barcelone. À l'unanimité le CIO décide que les femmes seraient admises aux Jeux de 1932 en athlétisme seulement. Vu le nombre restreint de membres présents le vote pour l'attribution des Jeux de 1936 est reporté.

13 mai

À Lausanne, la ville de Berlin est choisie dans un vote par correspondance par 43 suffrages contre 16 pour Barcelone.

**1932**

31 juil.-7 août

Jeux olympiques de Los Angeles.

**1933**

24 janvier

Fondation du comité d'organisation des Jeux de Berlin. Hitler accède au pouvoir en tant que chancelier du Reich.

30 janvier

1<sup>er</sup> avril

Journée de boycott des Juifs en Allemagne. Début d'une vague massive d'antisémitisme.

3 mai

Lettre du comte Baillet-Latour aux membres allemands du CIO pour leur demander des garanties quant au respect de la Charte olympique.

7-9 juin

31<sup>e</sup> session du CIO à Vienne. Le président Baillet-Latour réitère, au nom du CIO, sa demande de garanties, notamment en matière d'antisémitisme.

21-30 juillet

« Fête gymnique allemande » à Stuttgart en présence de Hitler et de Goebbels...

**1934**

15-19 mai

32<sup>e</sup> session du CIO à Athènes. Les femmes sont admises à participer aux épreuves suivantes: athlétisme, escrime, gymnastique, natation, patinage et ski. Ritter von Halt et Lewald, pressés par certains membres du CIO, font une déclaration officielle confirmant que les engagements de Vienne seront tenus quant au respect de la Charte olympique (non-discrimination raciale).

26 septembre

Le Comité olympique américain accepte à l'unanimité l'invitation du Comité olympique allemand aux Jeux de Berlin.

**1935**

24 août

Entrevue du général Sherrill avec Hitler.

6 septembre

Appel commun des deux Internationales ouvrières sportives (socialiste et communiste) contre la tenue des Jeux de Berlin.

15 septembre

Lois racistes de Nuremberg pour préserver la « pureté du sang allemand ».

- 5 novembre Entretien de Baillet-Latour avec Hitler.  
 14 novembre L'Association des artistes plasticiens de Tchécoslovaquie décide de boycotter les concours artistiques des Jeux de Berlin.
- 6-8 décembre À New York, réunion annuelle de l'Amateur Athletic Union. La participation aux Jeux est décidée par 61 voix contre 57.
- 7 décembre Conférence antifasciste internationale à Paris, sous l'impulsion des divers comités pour le respect de l'esprit olympique.
- 1936**
- 29 janvier Manifestation antifasciste à Prague.  
 6-16 février IV<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver à Garmisch-Partenkirchen.  
 29 février  
 au 1<sup>er</sup> mars Conférence internationale de la jeunesse pour la défense de la paix à Bruxelles.  
 7 mars Remilitarisation de la Rhénanie.  
 6-7 juin Conférence internationale pour le respect de l'esprit olympique à Paris.  
 19-26 juillet À Barcelone: durée prévue des Olympiades populaires de Barcelone qui ne peuvent se tenir du fait du déclenchement de l'insurrection franquiste le 18 juillet.  
 1<sup>er</sup>-9 août Jeux populaires à Prague organisés par les organisations sportives ouvrières.  
 1<sup>er</sup> août-mi-octobre Exposition anti-fasciste à Amsterdam « De Olympiade onder Dictatuur ».  
 29 juil.-15 août 35<sup>e</sup> session du CIO à Berlin. E. L. Jahncke est exclu à cause de sa position en faveur du boycott. Brundage le remplace...  
 1<sup>er</sup>-16 août À Berlin, XI<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été.  
 Août Premiers procès de Moscou.  
 8-12 septembre À Nuremberg, 8<sup>e</sup> Congrès du NSDAP où Hitler, Rosenberg et les autres tiennent de violents discours antisémites et bellicistes.
- 1937**
- 2 septembre Mort de Pierre de Coubertin à Genève.
- 1938**
- 13 mars Proclamation de l'Anschluss: l'Autriche est rattachée à l'Allemagne nazie.  
 20 avril Projection du film *Les Dieux du stade* de Leni Riefenstahl à l'occasion de l'anniversaire du Führer.  
 30 septembre Accords de Munich.
- 1939**
- 15 mars Occupation de la Tchécoslovaquie.  
 1<sup>er</sup> septembre Invasion de la Pologne par les armées allemandes. La Deuxième Guerre mondiale commence.
- 1948**
- 29 juil.-14 août Jeux olympiques de Londres. L'Allemagne, le Japon, l'URSS n'y participent pas. La Chine est présente.

**1952**

19 juillet-3 août Jeux olympiques d'Helsinki. Entrée de l'URSS dans le concert olympique.

**1956**

22 nov.-8 déc. Jeux olympiques de Melbourne.

**1960**

25 août-11 sept. Jeux olympiques de Rome.

**1964**

10-24 octobre Jeux olympiques de Tokyo.

**1968**

12-27 octobre Jeux olympiques de Mexico (manifestation des noirs américains sur le podium).

**1972**

26 août-11 sept. Jeux olympiques de Munich. Attentat meurtrier contre la délégation israélienne perpétré par le commando palestinien Septembre noir. Bain de sang sur l'aérodrome de Furstfeldbruck.

**1976**

17 juillet-1<sup>er</sup> août Jeux olympiques de Montréal.

**1980**

19 juillet-3 août XXII<sup>e</sup> Jeux olympiques à Moscou fortement contestés par une violente campagne de boycott émanant du président Carter et de plusieurs pays occidentaux. Une partie de l'extrême gauche française appelle au boycott au nom de la défense des droits de l'homme et de la dissidence.

**2001**

13 juillet Lors de sa 112<sup>e</sup> session, le CIO réuni à Moscou décide d'attribuer l'organisation des Jeux olympiques d'été de 2008 à Pékin.

**2008**

8-24 août Jeux olympiques de Pékin.

# INDEX

- Aberdare (Lor), 72, 88, 89  
Aksamit (C.), 112  
Amateur Athletic Union (AAU), 73, 84, 85, 101  
*American Federation of Labor*, 91, 96, 134  
*American Jewish Congress*, 65, 93  
*American League for the Defense of Human Rights*, 90, 93  
*American Legion*, 97  
*American Olympic Association* (AOA), 86, 96  
*American Olympic Committee* (AOC), 73-75, 83, 84, 85, 90, 99  
Amis des Sports, 108, 109  
André (E.), 119, 138, 194  
*Anti-Nazi Federation*, 94  
Antisémitisme, 11, 36, 58, 76, 87, 98, 105, 129, 139, 158, 159, 161, 190, 213, 220  
*Arbeiter illustrierte Zeitung*, 119  
Aron (R.), 19, 20, 37, 41  
*Association for the Advancement of Colored People*, 100  
Auriol (V.), 130  
*L'Auto*, 13, 144, 147-151, 175, 176, 185, 200, 201, 203, 205, 206  
Baillet-Latour (H. comte de), 56, 62, 67-70, 72, 73, 75, 80, 84, 87, 88, 95, 96, 142, 143, 147, 149, 154, 158, 174, 176, 182, 185, 190, 198, 212, 221  
Ball (R.), 158, 200  
Battle (G. G.), 93, 111  
Beethoven (L.v.), 121, 179, 185  
Ben Elissar (E.), 75, 79, 84, 86-89, 92, 94, 98, 140, 156, 157, 159  
Bergmann (G.), 155-157  
Berlioux (M.), 164, 180, 183, 184, 191, 192  
Blonay (G. de), 69  
Blomberg (W. von), 189  
Blum (L.), 116, 122, 123, 125, 130  
Bonte (F.), 126-129  
Bouin (J.), 131  
Boulongne (Y.P.), 14, 46  
Borissov (V.), 220  
Boukovski (V.), 219  
Boycottage des Jeux olympiques de 1936, 18, 36, 37, 39, 40, 51, 64, 70, 77, 79, 80, 83, 84, 85, 91-131, 139, 141, 142, 155, 162, 166, 174, 186, 209, 212  
Boycottage des Jeux olympiques de 1980, 30, 37, 40-43, 120, 125, 217-219  
Brandt (W.), 195  
Breker (A.), 164, 165, 211  
Brejnev (L.), 220, 221  
*British Olympic Committee*, 102  
Brodetsky (S.), 95  
Brundage (A.), 43, 62, 64, 73-75, 83, 84, 87-92, 96-99, 175, 199, 212, 213  
Burghley (Lord), 69  
Cacérés (B.), 48, 123  
*Canadian League against Fascism and Nazism*, 102  
Carter (J.), 39, 41  
Celler (E.), 64, 74, 94  
Charte olympique, 32, 33, 67, 69, 80, 81, 85, 86, 88, 90, 91, 100, 106, 111, 139, 160, 178, 183, 198, 199, 212, 221  
Cloche olympique, 53, 169, 170, 173, 178, 184, 185  
Collectif pour le boycottage des Olympiades de Moscou (COBOM), 29, 30, 41, 217, 218-220  
Comité d'organisation des Jeux de Berlin, 22, 71, 120  
Comité international olympique (CIO), 11-18, 32-36, 38, 39, 45, 49, 53, 55, 56, 62, 65, 67-73, 80, 81, 84, 85, 87-91, 93, 95, 96, 106, 108, 110, 111,

- 128, 129, 139, 141, 142, 145, 147-151, 155, 156, 158-160, 173-176, 183, 189-191, 196-198, 200, 212, 213, 219-221
- Comité international pour le respect de l'esprit olympique, 112, 132
- Comité international pour le respect de l'idée olympique,
- Comité mondial de la jeunesse, 105
- Comité national olympique et sportif français (CNOSF), 14, 51, 129
- Comité olympique allemand, 56, 63, 64, 67, 68, 78, 80, 84, 85, 86, 90, 102, 142, 151, 159, 180, 189
- Comité olympique américain (AOC), 64, 73, 75, 84, 87, 88, 90, 91, 97, 199
- Comité olympique autrichien, 120
- Comité olympique canadien, 101
- Comité olympique national français, 109, 125
- Comité pour la défense de l'idée olympique, 106, 117
- Comité provisoire pour la création d'un front populaire allemand, 117
- Commission d'enquête, 73, 74, 90, 99
- Committee on Fair play in Sports*, 93, 105
- Communauté de lutte des sportifs ouvriers allemands, 117
- Communauté de lutte pour l'unité sportive rouge, 117
- Conférence internationale de la jeunesse pour la défense de la paix, 107
- Conférence internationale pour le respect de l'esprit olympique, 111, 113, 227, 230
- Congrès juif américain, 84, 87
- Cot (P.), 132
- Coubertin (P. baron de), 13-18, 22-29, 35, 39, 44-49, 53, 55, 56, 62, 65-67, 71, 77, 123, 124, 126-129, 131, 146, 162, 168-171, 173, 174, 178-180, 189, 196, 197, 199, 200-206, 212, 217
- Council of Churches of Christ of America*, 93
- Coup de force de Dantzig, 154
- Coupe olympique, 189
- Daniel (J.), 37
- Desgranges (H.), 205
- Deutsch (B.), 84, 93
- Deutsch (J.), 120
- Diem (C.), 22-25, 39, 44-46, 48, 53, 59-62, 64-66, 71, 73, 139, 142, 159, 163, 168, 170-172, 177-180, 191, 192, 196, 198, 212
- Dimitrov (G.), 103
- Doriot (J.), 130
- Dubech (L.), 207, 208
- Duclos (J.), 132
- Edström (S.), 69, 75, 191
- Exposition antifasciste d'Amsterdam, 135, 228
- Eyquem (M.T.), 46, 197
- Fainberg (V.), 218
- Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), 28, 97, 109, 111, 113-115, 130-132
- Feuchtwanger (L.), 119, 227
- Flamme olympique, 45, 50, 53, 71, 119-121, 146, 153, 155, 170, 171, 176, 178
- Fleischer (T.), 184
- Franco (F.), 133, 155, 193
- Freuchen (P.), 110, 112
- Frick (W.), 70, 75, 79, 89, 91, 140, 141, 156, 161, 163, 169
- Front du travail, 25, 29, 61, 140
- Front populaire, 25, 51, 103, 114, 116, 117, 122-125, 128, 130, 134, 137, 138, 152, 155, 193
- Fürstner (W.), 159, 190
- Funk (W.), 160
- Garland (W.M.), 65, 69, 72, 89, 159, 175
- German American Athletic Club of New York*, 87
- German American League of Culture*, 100
- Gilsa (W., von und zu), 160, 190
- Glavany (J.), 42, 43, 220
- Glucksmann (A.), 41
- Goebbels (J.), 63, 71, 91, 122, 162, 167, 172, 176, 184, 188, 190, 192
- Goering (H.), 122, 176
- Godart (J.), 106
- Goddet (J.), 16, 185, 200, 201
- Gorbanevskaya (N.), 218
- Green (W.), 134
- Grube (E.), 119
- Halter (M.), 41
- Hamel (P.), 160
- Heks (O.), 106
- Hellendorf (W.H. von), 159
- Hess (R.), 75, 173, 176
- Hindenburg (P. von), 68, 177, 194
- Hitler (A.), 12, 13, 16, 17, 25-27, 30, 32, 36, 37, 39, 45, 50, 53, 56, 57, 60-63, 65, 68, 69, 71, 75, 78-80, 90, 93, 100, 102, 111, 113, 115, 116, 118, 121, 122, 126, 127, 130, 131, 137, 138, 142-144, 147, 149, 150, 152, 155, 156, 161-164, 167, 176-178, 181-185, 189-194, 197, 198, 200, 203, 207, 211-214, 217-219, 221

- Hunter (E.), 102  
 Idée olympique, 14, 15, 22, 24, 26, 28, 39, 42, 44, 45, 48, 53, 60, 61, 64, 77, 92, 104-106, 108, 110, 111, 113, 117, 118, 123, 124, 128, 131, 132, 140, 142, 148, 153, 163, 168, 169, 171, 172, 174, 178, 180, 183, 200-202, 227, 229  
 Insurrection franquiste, 130  
 Internationale communiste, 103, 104  
 Internationale rouge des sports (IRS), 112, 134  
 Internationale sportive ouvrière socialiste, 112, 113  
 Internationale socialiste, 106  
 Ismayr (R.), 179  
 Jacob (V.), 109  
 Jacobowitz (K.F.), 95  
 Jahn (F.L.), 59  
 Jahncke (E.L.), 65, 93, 159, 174, 175, 198  
 Jaurès (J.), 121, 124  
 Jeux olympiques de Garmisch-Partenkirchen 1936, 32, 74, 80, 106, 136, 139, 140, 143, 145, 147-149, 159, 163, 166, 169, 171, 178  
 Jeux olympiques de Londres 1948, 191  
 Jeux olympiques de Los Angeles 1932, 87  
 Jeux olympiques de Moscou 1980, 30, 34, 35, 37-42, 51, 54, 120, 129, 160, 186, 187, 195, 217-221  
 Jeux olympiques de Munich 1972, 30, 195  
 Jeux populaires de Barcelone 1936, 110, 112, 114, 116, 125, 126, 131-134, 154  
 Jeux populaires de Prague 1936, 106, 109, 112, 134  
*Joint Boycott Council*, 92  
 Jørgensen (A.), 105, 110  
 Julliard (J.), 41  
 Kaploun (I.), 220, 221  
 Keitel (W.), 160  
 KGB, 52, 160, 220  
 Killanin (Lord), 12, 180, 220  
 Kirby (G.), 85, 99  
 Kouznetsov (E.), 219  
*Kraft durch Freude*, 29, 61, 189  
 Krüger (A.), 32, 50, 51, 54, 55, 60, 69-71, 76, 79, 83, 85, 86, 88, 91, 94, 98-100, 142, 145, 155, 157, 158, 161, 168, 186  
 Lagorce (G.), 43, 180, 181  
 Lagrange (L.), 123, 128, 130, 132  
 Lammers (H.H.), 62, 63, 89, 140, 190, 191  
 Landheer (H.H.), 106  
 Lang (A.), 13, 200-203  
 Laniel (J.), 128  
 Le Fort (P.), 143, 147  
 Leiner (H.S.), 93  
 Lénine (V.I.), 154  
 Leroy Ladurie (E.), 41  
 Lévy (B.H.), 41  
 Lévy (J.B.), 109  
 Lewald (T.), 43, 54-56, 62-65, 67, 70-72, 75, 77, 86-88, 139, 141, 159, 161, 169, 176, 178, 190, 191, 212  
 Liebknecht (K.), 121  
 Ligue internationale contre l'antisémitisme, 105  
 Lippert (J.), 153, 159  
 Lois de Nuremberg, 95, 100, 212  
 Lomazzi (F.), 203  
 Long (L.), 182  
 Longuet (J.), 121, 122  
 Louys (S.), 179  
 Ludwig (E.), 214  
 Lux (S.), 152  
*Maccabi World Union of Jewish Sport*, 76, 95, 96, 120, 158  
 Mahoney (J.), 83, 92, 93, 99, 134, 228  
 Malitz (B.), 57, 58, 161  
 Malraux (A.), 132  
 Mann (H.), 113, 126, 177, 227, 229  
 March (W.), 30, 160, 161, 163  
 Martin (A.), 113, 133  
 Marx (K.), 121, 210  
 Maximov (V.), 219  
 Mazeaud (P.), 217, 218  
 Mayer (H.), 157, 158  
 Mayer (O.), 70-72, 89, 142, 143, 146, 174, 175, 196, 199  
 Mecklenburg (A.F. von), 67, 68, 159  
 Meissner (O.), 78  
 Mendès France (P.), 130  
 Mengden (G. von), 78  
*Methodist Youth Congress*, 97  
 Meyer (G.), 12, 179, 198-200  
 Mickinn (H.), 119  
 Mierendorff (C.), 119  
 Mitterrand (F.), 42  
 Müller (H.), 186  
 Mulqueen (P.J.), 101  
 Mussolini (B.), 78, 101, 167, 176, 191, 193  
*National German-American Olympic Committee*, 99  
 National-socialisme, 11, 13, 29, 31, 36, 41, 49, 50, 53, 57, 59, 93, 114, 116, 137, 162, 173, 176, 194, 196, 209, 212  
 Neuendorff (E.), 59, 212

- Neurath (K. von), 189  
*Non-Sectarian Anti-Nazi League*, 90, 93  
 NSDAP, 57, 62, 68, 75, 80, 140, 164, 192, 193, 228  
 OAS, 41  
 Obrovsky (J.), 104-107, 111, 134  
 Oeschler (R.), 99  
 Oger (M.), 150-152  
 Ohl (E.), 214  
*Olympia Pressedienst*, 167  
 Olympisme, 12-16, 25, 26, 29, 32, 35, 39-41, 43-47, 49, 51, 54, 55, 60, 65-67, 72, 77, 114, 123, 124, 126, 129, 141, 143, 148, 175, 192, 196, 197, 199, 202, 203, 209, 212, 217, 218  
 Orgler (F.), 155, 156  
 Orlov (Y.), 220  
*Österreichische Turn- und Sportfront*, 120  
 Owens (J.), 46, 136, 182, 197  
 Pacte anti-Komintern, 193  
 Pacte de Locarno, 149  
 Palmier (J.M.), 164, 165, 211  
 Parienté (R.), 14, 43, 180, 181  
 Parti communiste allemand (KPD), 110, 118, 119, 136, 137, 187  
 Parti communiste américain, 99  
 Parti communiste canadien, 101  
 Parti communiste français, 109  
 Parti communiste internationaliste, 114, 116  
 Parti ouvrier internationaliste, 116  
 Perrier (R.), 149, 175, 176  
 Pfundtner (H.), 79, 140, 153, 159, 161  
 Pietri (F.), 128-130  
 Pinay (A.), 130  
 Pliouchtch (L.), 218, 220  
 Poncet (A.F.), 181  
 Procès de Moscou, 193  
 Quade (E.), 119  
*Quel Corps?* 17, 40, 41, 162, 211, 216, 218, 221  
 Ramadier (P.), 130  
 Reich (W.), 29, 57, 210  
 Reichenau (W. von), 160, 191  
*Reichsarbeitsdienst*, 142  
 Remilitarisation de la Rhénanie, 108, 131, 149, 154  
 Résistance antinazie, 116, 135  
 Reynaud (P.), 128, 130  
 Riefenstahl (L.), 46, 191, 192, 198, 211  
 Ritter von Halt (K.), 56, 67-69, 72, 140, 142, 145, 147, 159, 182, 212  
 Roosevelt (F.), 93, 98  
 Rosenberg (A.), 193  
 Rubien (F.W.), 75  
 SA, 57-59, 107, 146, 156, 176, 184, 186, 212  
 Sakharov (A.), 39, 220  
 Salengro (R.), 130  
 Sartre (J.-P.), 37, 41  
 Schattmann (W.), 155  
 Schilgen (E.), 178, 179  
 Schelsky (H.), 47  
 Schirach (B. von), 176  
 Schuurmann (T.), 112, 133  
 Seelenbinder (W.), 187  
 SFIO, 121, 132  
 Sherrill (C.H.), 62, 65, 69, 70, 78-80, 87, 98, 159, 212  
 Sicard (I.), 34, 35, 206, 207  
 Société des Nations, 124, 152  
 Speer (A.), 30, 150, 164, 177, 178, 182  
 SS, 48, 76, 156, 170, 184, 186, 193  
 Staline (J.), 193, 218  
 Strauss (R.), 165, 177, 178  
 Thaelmann (E.), 102, 110, 119, 132, 135  
 Thorak (J.), 164, 165  
 Train olympique, 169, 199  
 Traité de Versailles, 50, 57, 149  
 Trotsky (L.), 103, 114, 116, 124, 193, 203  
 Tschammer und Osten (von), 64, 74, 75, 86, 90, 139, 141, 157, 159, 161, 168, 173, 176, 178  
*Turnerschaft*, 55, 58, 59, 67, 69  
 Untermyer (S.), 90, 91, 93  
 Vallengano (comte de), 155  
 Vandervelde (E.), 106  
*Via triumphalis*, 170  
 Village olympique, 40, 119, 160, 165, 166, 187, 190  
 Wagner (R.), 199, 214  
 Woellke (H.), 181  
*Women's International League for Peace and Freedom*, 97  
*World Labor Athletic Games*, 134  
 Wortmann (D.), 87, 99  
 Zinoviev (A.), 219  
 Zyromski (J.), 132